



100 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1804 LUNDI 19 AOÛT 2013

CENTRAFRIQUE

Michel Djotodia
prête serment

Le président de la transition en République centrafricaine (RCA), Michel Djotodia, a juré hier « devant Dieu et le peuple centra-



fricain » de remplir sa mission en privilégiant l'intérêt supérieur du pays. La cérémonie de prestation de serment devant la Cour constitutionnelle de transition s'est déroulée en présence de plusieurs hôtes de marque dont les présidents Denis Sassou N'Guesso du Congo et Idriss Deby Itno du Tchad.

Dans son discours d'investiture le chef de l'État centrafricain a invité les acteurs politiques de son pays au dialogue et sollicité une trêve « afin que le pays s'attaque aux défis majeurs que sont l'insécurité et la pauvreté, et que la fin de la transition dans 18 mois soit couronnée par des élections libres et transparentes »

Page 9

DJAMBALA 2013

Retour sur les
moments forts et
les commentaires
des originaires
des Plateaux

Pages 11, 12 et 13

EDITORIAL
Péripétie

Page 2

Concertations en RDC

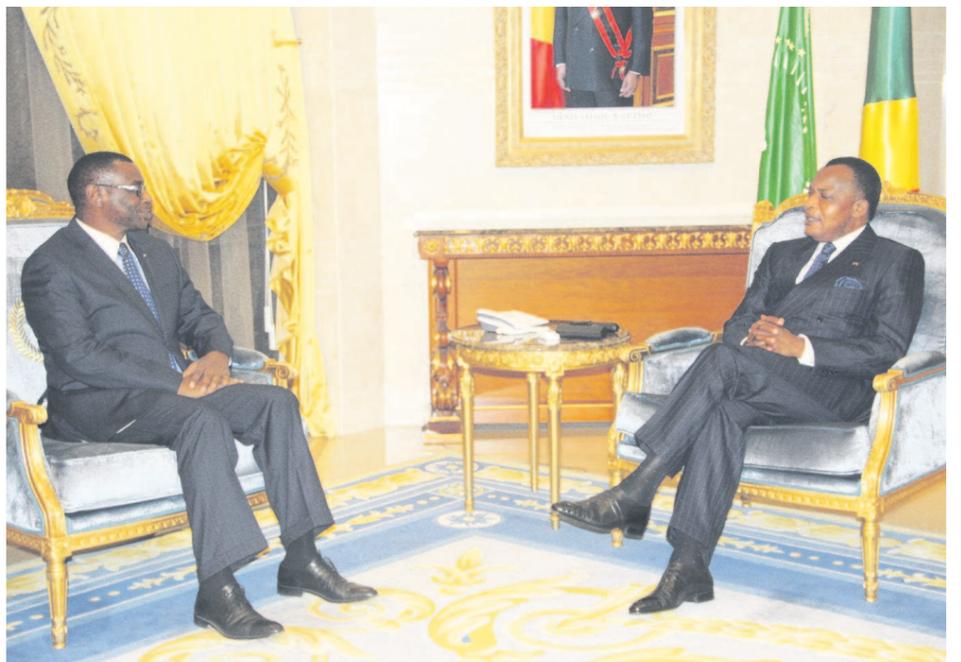
Etienne Tshisekedi
favorable à la facilitation
de Denis Sassou N'Guesso

L'émissaire d'Etienne Tshisekedi a déclaré favorable l'appréciation de leur leader concernant l'implication du chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso en qualité de facilitateur dans les concertations politiques que la République démocratique du Congo s'appête à organiser.

Porteur d'un message du président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Albert Moleka, qui a gardé secret le contenu du message a tout de même indiqué : « La nouvelle date de la rencontre entre Denis Sassou N'Guesso et Etienne Tshisekedi dépendra de l'agenda du président qui, en qualité de chef d'État, a droit aux vacances ».

Le principal opposant au régime de Kinshasa n'a pas fait le déplacement de Brazzaville où il était invité par le président congolais avec qui il devait aborder des sujets d'un intérêt partagé concernant les concertations nationales en vue du règlement de la crise politique et sécuritaire, mais aussi de l'application de l'accord-cadre d'Addis-Abeba sur la pacification de l'Est de la Rdc.

Page 3



Albert Moleka s'entretenant avec le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso

PROCÈS DU 4 MARS

Marcel Ntsourou est passé à la barre



Marcel Ntsourou et Jean-Dominique Okemba devant la Cour. (© DR)

Quatre jours après l'ouverture des auditions des présumés inculpés dans l'explosion du dépôt d'armes et de munitions du régiment blindé de Mpila, la vérité sur l'origine de l'incendie reste encore un mystère dans la mesure où aucune des personnes

déjà interrogées ne reconnaît les faits. Entendu devant la barre samedi, le Colonel Marcel Ntsourou a, comme ceux qui l'avaient précédé, nié les faits qui lui sont reprochés. « Je ne comprends pas pour quelle raison j'ai été incarcéré, car c'est moi qui avais initié

la lettre de mise en place de la commission d'enquête sur la tragédie du 4 mars 2012. À ma grande surprise, cette commission s'est détournée de son contrat pour s'attaquer à ma personne... », a-t-il déclaré.

Page 2

LIGUE AFRICAINE
DES CHAMPIONSAC Léopards
condamné à sortir
le grand jeu

Le représentant congolais en phase de poules de la Ligue africaine des champions s'est incliné le 17 août dans ses propres installations, à Doli-sie, sur le score de 0-1 face aux Égyptiens d'Al Ahly. Cette défaite redouble la pression sur les Fauves du Niari, obligés de faire mieux dans deux semaines, lors de la quatrième journée, face aux mêmes adversaires, cette fois-ci en Égypte.

Page 24

ÉDITORIAL

Péripétie

Ne nous hasardons pas à commenter l'annulation, au dernier moment, de l'entretien prévu à Brazzaville samedi, entre Etienne Tshisekedi et Denis Sassou N'Guesso. Il sera toujours temps de le faire lorsque des informations plus complètes nous seront données sur les raisons personnelles qui ont conduit le leader de l'opposition congolaise à annuler ce rendez-vous.

Arrêtons-nous en revanche un instant sur le signal fort qu'envoyait à la communauté internationale ce projet de rencontre. Tranchant avec la pratique habituelle qui consiste pour les pays du continent à se tourner vers des parrains extérieurs afin de mettre un terme à leurs différends, cette rencontre démontrait en effet qu'une personnalité africaine respectée, reconnue, bien informée, a aujourd'hui la capacité de s'entremettre pour rapprocher des points de vue apparemment inconciliables et qu'elle peut, du même coup, jouer un rôle capital dans la gestion des crises politiques. Peu importe, donc, que le rendez-vous ait été reporté : ce n'est qu'une péripétie. L'important est qu'il dessine un processus qui s'imposera demain aux protagonistes de la crise qui secoue la RDC.

Que l'on nous comprenne bien à ce propos: ce n'est pas la plus haute autorité du Congo qui résoudra les problèmes infiniment complexes nés, chez l'un ou l'autre de nos voisins, de l'âpreté du débat politique et du heurt des ambitions; mais son intervention pourra aider à donner une issue pacifique à des conflits qui paraissent a priori insolubles. La stature internationale acquise au fil du temps par Denis Sassou N'Guesso dans la gestion discrète de problèmes tout aussi complexes que celui auquel la RDC se trouve aujourd'hui confrontée lui confère une autorité certaine. Et pour peu que les protagonistes soient sincères dans leur recherche de la paix civile, son intervention aura toutes les chances d'être utile, efficace, en rapprochant des points de vue antagonistes qui semblaient inconciliables.

Réjouissons-nous donc que Brazzaville affirme ainsi sa volonté de participer à la recherche de la paix en Afrique centrale. En aidant ses voisins à résoudre ses contradictions, le Congo sert assurément au mieux ses propres intérêts, mais il contribue aussi à la stabilisation d'une région dont le destin commande son propre avenir. Et ce n'est pas rien !

Les Dépêches de Brazzaville

PROCÈS DU 4 MARS

Le colonel Marcel Ntsourou ne comprend pas les raisons de son incarcération

En sa qualité de secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité, le colonel Marcel Ntsourou s'était rendu sur les lieux du drame, le 6 mars 2012, pour constater les dégâts. Il a été inculpé pour détention d'armes, possession de faux billets et atteinte à la sûreté de l'État.

Le colonel Marcel Ntsourou a déclaré, le 16 août à la Cour, qu'il avait célébré son anniversaire le 3 mars à son domicile. Dans la matinée du 4 mars, il a entendu la première détonation. Se renseignant, il lui a été rapporté que le régiment blindé était en feu. C'est ainsi qu'il s'était rendu sur les lieux pour constater les dégâts. « Je ne comprends pas pour quelle raison, j'ai été incarcéré, car c'est moi qui avais initié la lettre de mise en place de la commission d'enquête sur la tragédie du 4 mars 2012. À ma grande surprise, cette commission s'est détournée de son contrat pour s'attaquer à ma personne. Étant un officier de terrain, je m'étais rendu sur les lieux pour m'enquérir de la situation. Malheureusement, cela m'a causé préjudice. Je ne remplissais que ma mission, car je peux agir et rendre compte à ma hiérarchie », a affirmé Marcel Ntsourou.

Au cours de son audition, le colonel Ntsourou a déclaré que le dépôt d'armes devait être délocalisé depuis 2006, et reconnaît, de ce fait, ne pas avoir d'informations sur le stockage des charges explosives des sociétés civiles à l'Écramu. « Qui a donné l'autorisation à ces sociétés de stocker leurs munitions dans une caserne militaire, sans aucune mesure de sécurité ? C'est une négligence criminelle. La chose qui me fait mal, c'est de n'avoir pas su qu'il y avait du désordre dans cet établissement », a regretté le colonel Marcel Ntsourou.

« La responsabilité pénale est individuelle. Et les faits qui sont reprochés au colonel Ntsourou n'ont aucun rapport avec le 4 mars, raison pour laquelle il bénéficie jusqu'à ce jour de la présomption d'innocence »

Il a, par ailleurs, taxé cette détention d'illicite, car dit-il, les armes retrouvées au poste de police de sa résidence étaient le fruit de l'opération de ramassage d'armes dans les départements du Pool et de la Bouenza : « Nous avons réussi à racheter près de 1 650 armes lors de cette opération mais je n'avais reçu aucun ordre d'arrêt des opérations. » Au sujet de la contrefaçon des billets de banque, il a déclaré que



Une vue de l'assistance. (© DR)

ces billets lui avaient été donnés par son supérieur, Jean-Dominique Okemba, en présence du chef de l'État, pour les besoins d'une enquête.

Les accusés ne reconnaissent pas les faits qui leur sont imputés

Durant quatre jours, la partie civile, le ministère public et les avocats de la défense ont interrogé les prévenus sur l'origine de l'incendie du dépôt de munitions de Mpila. Malheureusement, à ce jour, aucun accusé ne reconnaît les faits qui lui sont imputés. Du 13 au 17 août, les caporaux-chefs Julien Aymard Gana et Dimitri Gédéon Isangou Mampassi, les sergents André Souana et Charlie Ntsoumou Ngoba, le sergent-chef Kevin Simplicite Ngami, ont été incarcérés pour recel. Les faits reprochés étaient d'avoir reçu 40 millions FCFA du colonel Marcel Ntsourou afin de les remettre à Charlie Ntsoumou Ngoba, alors que le colonel ne connaît ni physiquement, ni moralement le sergent Ntsoumou, et ce dernier avoue n'avoir jamais reçu de fausse

des accusés prétendent que le procès-verbal établi par le doyen des juges d'instruction est truffé de fausses déclarations.

Jean-Dominique Okemba et Norbert Dabira auditionnés pour information

Les débats de la journée du samedi 17 août étaient axés sur les dépositions des témoins Jean-Dominique Okemba et Norbert Dabira, respectivement secrétaire général du Conseil national de sécurité et inspecteur général des forces armées congolaises et de la gendarmerie, à l'époque. Le secrétaire général du Conseil national de sécurité, Jean-Dominique Okemba, dans sa déposition, a affirmé qu'il n'était pas au courant de l'existence de charges explosives au sein de l'Écramu. « La responsabilité pénale est individuelle. Et les faits qui sont reprochés au colonel Ntsourou n'ont aucun rapport avec le 4 mars, raison pour laquelle il bénéficie jusqu'à ce jour de la présomption d'innocence », a indiqué le secrétaire général du Conseil national de sécurité.

Norbert Dabira a, pour sa part, déclaré qu'en tant qu'inspecteur général des armées à cette époque, il avait fait un constat à l'Écramu. « Après avoir constaté que le stockage des charges explosives ne se faisait pas selon les principes de stockage, j'ai alerté le haut commandement afin de prendre des précautions, car la situation était grave et alarmante. Les décisions avaient été prises mais pas exécutées jusqu'au 4 mars 2012 », a-t-il regretté. Sur trente accusés, dix-neuf ont déjà été auditionnés, mais toujours aucune information probante n'a été recueillie sur l'origine de l'explosion du 4 mars 2012.

Josiane Mambou-Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.adiac-congo.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouhoutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignat, Brice Tsébé, Irii Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ÉNERGIE

Rencontre entre le président Sassou N'Guesso et le directeur d'ENI à Djambala

En matière d'énergie, la coopération entre l'Italie et le Congo se porte à merveille.

En marge des célébrations commémoratives de l'indépendance du Congo à Djambala, le chef de l'État s'est entretenu avec l'administrateur délégué du géant pétrolier italien ENI, Paolo Scaroni. Côté italien, on précise que cette rencontre, advenue vendredi 16 août dans la capitale des Plateaux, a permis de « faire le point sur les activités et sur les projets d'ENI en cours. La rencontre s'est déroulée dans un climat de cordialité. » Scaroni était accompagné de Claudio Descalzi, directeur général d'ENI E&P, a-t-on tenu à préciser à Rome.

Avec le président congolais, les experts italiens ont commenté la récente découverte d'importants gisements gaziers sur le permis maritime de Néné-Marine et discuté du rôle que le gaz va de plus en plus jouer dans le développement économique et industriel du Congo. Ils ont en particulier parlé de la centrale électrique du Congo, le vaisseau amiral d'ENI en la matière, qui fonctionne au gaz à Pointe-Noire et « qui représente une contribution concrète au développement économique et social du pays », a-t-on ajouté. Cette rencontre a aussi été l'occasion de toucher d'autres aspects essentiels de la coopération énergétique entre l'Italie et la République du Congo. Ainsi, il a été communiqué à la partie italienne l'assignation d'un nouveau bloc d'exploration pétrolière ou gazière de quelque 16 000 kilomètres carrés sur le bassin de la Cuvette.

ENI y opérera en joint-venture avec la SNPC, la Société nationale des pétroles du Congo. Mais la société italienne assumera le rôle décisif pour la relance des industries extractives congolaises, selon la version qu'en donnaient les médias italiens samedi.

On rappelle qu'ENI (anciennement Agip) est présente au Congo depuis 1968, un pays d'où elle tire aujourd'hui l'équivalent en pétrole de quelque 110 000 barils de brut par jour. La société italienne, présente en Afrique subsaharienne dès les premières années des indépendances de 1960, œuvre dans un total de soixante pays au sud du Sahara. Le Mozambique, l'Angola et le Ghana sont parmi les tout derniers avec lesquels la coopération gazière italienne a célébré récemment des découvertes de grande ampleur. Ils s'ajoutent aux partenaires les plus anciens : le Nigeria, le Gabon, le Kenya, le Libéria mais aussi la République démocratique du Congo, le Togo et, bien entendu, la République du Congo.

Lucien Mpama

CONCERTATIONS EN RDC

Etienne Tshisekedi favorable à la médiation de Denis Sassou N'Guesso

Un émissaire du président Etienne Tshisekedi, principal opposant en République démocratique du Congo (RDC), a été reçu samedi soir par le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui s'était déclaré disponible pour assurer le rôle de facilitateur dans les concertations politiques nationales que la RDC envisage d'organiser dans les prochains jours.

Porteur d'un message du président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Albert Moleka était venu faire part au président Denis Sassou N'Guesso des détails de l'empêchement du chef de l'opposition congolaise qui n'a pu faire le déplacement de Brazzaville où il était attendu le 17 août. « Le président de l'UDPS n'a pas pu faire le déplacement à Brazzaville en raison d'un empêchement sérieux d'ordre personnel », a déclaré sans plus de précisions Albert Moleka, directeur de cabinet et porte parole d'Etienne Tshisekedi.

Abordé sur l'appréciation d'Etienne Tshisekedi concernant l'implication du président Denis Sassou N'Guesso en qualité de facilitateur dans les concertations politiques que son pays s'appête d'organiser, Albert Moleka a précisé que les Congolais de la RDC ont un certain égard vis-à-vis du chef de l'État du Congo Brazzaville qu'ils appellent, à juste titre, le fils du pays, « Mwana Mboka », ajoutant que cela veut tout dire.

S'agissant de la prochaine date de cette rencontre, l'envoyé spécial du chef de l'opposition en RDC a précisé : « Dès que l'agenda du président le permettra, les deux personnalités pourront se voir le plus rapidement possible afin de parler et discuter de tous les sujets d'intérêt partagé ». « La nouvelle date de la rencontre entre Denis Sassou N'Guesso et Etienne Tshisekedi dépendra de l'agenda du président qui, en qualité de chef d'État, a droit aux vacances », a-t-il indiqué.



Albert Moleka

Selon sa lettre d'invitation, le président Denis Sassou N'Guesso espérait aborder des sujets d'un intérêt partagé avec le président de l'UDPS. Ces sujets devaient concerner, entre autres, les concertations nationales en vue de régler la crise politique et sécuritaire, et l'application de l'accord-cadre d'Addis-Abeba sur la pacification de l'Est de la RDC. La rencontre s'inscrivait dans le cadre des consultations entamées par le chef de l'État avec les différentes parties concernées par les concerta-

tions politiques en République démocratique du Congo. En effet, le 19 juillet à Brazzaville, lors de la visite de son homologue de la RDC, Joseph Kabila Kabange, Denis Sassou N'Guesso s'était déclaré disponible pour jouer le rôle de facilitateur lors des concertations politiques prévues dans ce pays. Il a réitéré cette disponibilité le 08 août dernier à l'occasion de la réception, à Brazzaville, de Léon Kengo Wa Dondo et Aubin Minaku, respectivement président du Sénat et de l'Assemblée nationale en RDC.

Guy-Gervais Kitina

LE FAIT DU JOUR

Djambala : mission accomplie.

Le rendez-vous de la « municipalisation accélérée » est bien souvent aussi celui du défilé marquant la fête de l'indépendance nationale, le 15 août. Elle a eu lieu jeudi à Djambala, le chef-lieu du département des Plateaux, où la mobilisation des forces vives était effective.

Alors que son visage change profondément et de jour en jour, pour ce qui est de cette fête anniversaire, Djambala peut se réjouir et dire: mission accomplie.

En général, la partie militaire

du défilé du 15 août a toujours été la mieux organisée, avec tout ce qu'elle comporte de solennité, ses unités étant en tout état de cause, ce fut encore le cas ici, impeccablement tenues. On peut y ajouter le fait que pour le général Guy-Blanchard Okoi cette manifestation représentait son premier test grandeur nature de commandement après sa nomination comme chef d'état-major général des Forces armées congolaises. Même chose aussi pour le commandant de la zone de défense numéro 3-Gomboma, le colonel François Liboko, dont c'était aussi la

première sortie officielle.

Plus animée sans doute, plus colorée, tout à fait plus gaie, la partie civile de ces manifestations est à la fois la plus longue, la plus difficilement maîtrisable et qui mériterait donc d'être mieux organisée. Il ne faut pas évidemment tomber dans le piège d'en extraire l'âme populaire qui en fait un moment unique chaque année pour ceux et celles qui y participent ou y assistent. Il serait bon, sur ces entrefaites, que les instances chargées de la mise en œuvre de tout le processus de la fête retiennent

que plus ce défilé tire en longueur, plus il perd sa rime. Comme en toute chose, il faut faire en sorte que l'agréable ne tue pas l'utile.

Pour le reste, les populations des onze districts du département des Plateaux, qui étaient réunies le 15 août à Djambala, attendent à l'unisson de voir les projets inscrits au programme de la « municipalisation accélérée » s'accomplir avec le plus grand succès. L'exemple du chef-lieu, Djambala, est en cela un grand signe d'espoir.

Gankama N'Siah



Message de la Direction Générale de la Banque Congolaise de l'Habitat

À

**Son Excellence Monsieur le Président de la République,
Chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso**

à l'occasion du 53^e anniversaire de l'indépendance du Congo

Son Excellence,

Chaque année qui passe est une expérience enrichie pour le Congo, son peuple et ses dirigeants.

Les 53 ans de l'accession de notre pays à l'indépendance demeurent un repère mémorable dans la marche inexorable de son histoire riche en faits et en perspectives meilleures. Aujourd'hui, le peuple est visiblement fier d'admirer les transformations et la modernisation de ses localités grâce à la mise en œuvre de votre politique sociale de municipalisation accélérée, un des volets importants du « Chemin d'avenir », votre projet de société.

En parallèle, l'amélioration du climat des affaires et la croissance économique enregistrées ces dernières années offrent à la Banque Congolaise de l'Habitat, un environnement propice à la pleine réalisation comme un acteur important dans le financement de l'économie.

Aussi, la Banque reste-t-elle déterminée à poursuivre ce noble objectif visant à accompagner le Congolais à devenir propriétaire.

Là encore, nous saluons votre volonté politique à la création du fond national de l'Habitat dont la mise en place prochaine permettra à notre institution de jouer un rôle de tout premier plan dans la promotion du logement social au Congo.

Vive le 53^e anniversaire du Congo,
Vive la municipalisation accélérée du Département des Plateaux.

La Direction générale

POINTE-NOIRE

Les Espagnols à la conquête du Congo

L'ambassadeur d'Espagne au Congo, Antonio Fernandez, a rencontré les opérateurs économiques congolais le 10 août dans la salle de la chambre consulaire de Pointe-Noire. Il a annoncé l'engouement des Espagnols de venir investir au Congo. En attendant, il a souhaité la création d'une structure devant servir d'interface entre les secteurs privés espagnol et congolais.

Louant l'initiative de l'ambassadeur de réunir les entrepreneurs congolais, Didier Sylvestre Mavouezela a souligné : « Nous savons que le Congo et l'Espagne ont de formidables opportunités d'affaires. Malheureusement, elles ne sont pas exploitées à cent pour cent parce que lorsque nous voulons acheter un produit espagnol nous passons par une centrale d'achat basée à Paris. Aujourd'hui, passer directement par l'Espagne permettra aux Congolais d'avoir des produits à des prix bas. L'installation de relations directes sans intermédiaires est un moyen de lutte contre la vie chère. »

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de Didier Sylvestre Mavouezela, président de la dite chambre, a permis

d'informer les opérateurs de la tenue très prochaine de l'assemblée générale constitutive de ce cercle. Cette structure, qui bénéficiera de l'appui des institutions publiques d'Espagne et du Congo, est une association à but non lucratif qui va promouvoir l'entrepreneuriat et développer les affaires entre les deux pays. Elle découle d'une rencontre entre Antonio Fernandez et des entrepreneurs congolais à Madrid en début d'année, qui a permis de constater l'absence de cadre opérationnel et institutionnel pouvant servir d'interface et pouvant fournir des informations économiques et socioculturelles fiables aux acteurs économiques des deux pays.

Le projet de création de ce cercle a été initié pour combler cette insuffisance. C'est ainsi, qu'un comité d'organisation a été mis en place lors d'une assemblée générale au début de ce mois d'août au siège provisoire du cercle, situé dans l'enceinte de la société Gifron International. Ce comité, présidé par Georges Didas Ngoma, est chargé de la rédaction des documents fondamentaux et de l'organisation de l'assemblée générale constitutive du cercle.



Une vue des opérateurs économiques lors de la rencontre. (© DR)

Un consulat honoraire d'Espagne à Pointe-Noire

« La personne qui pourrait développer cette mission a déjà été désignée. Dans quelques jours, son nom sera dévoilé », a informé l'ambassadeur. Pointe-Noire étant le poumon économique du Congo, Antonio Fernandez a estimé qu'il était nécessaire qu'il y ait une représentation de l'Espagne. C'est ainsi qu'il a annoncé l'installation très bientôt d'un consulat honoraire à Pointe-Noire, qui se chargera aussi du suivi des activités du cercle pour le compte de l'Espagne. En outre, il a évoqué quelques

activités entrant dans le cadre des relations hispano-congolaises. L'ambassadeur a annoncé la célébration, pour la première fois au Congo, de la fête nationale de l'Espagne le 9 octobre à Brazzaville. De nombreuses activités culturelles seront organisées à cet effet. Antonio Fernandez a aussi informé de la prochaine création d'une école Real Madrid de formation en football à Brazzaville et peut être aussi à Pointe-Noire... « Depuis plus de dix ans que je suis président de cette chambre, c'est la première fois qu'un ambassadeur vient parler avec les opérateurs économiques du Congo, et voir comment organiser les relations

d'affaires entre nos deux pays. Je vous en suis très reconnaissant. Dans notre mandat d'organiser et de favoriser la création des associations professionnelles, nous avons trouvé un nouvel allié en votre personne. », a souligné le président de la chambre consulaire, le cercle, dont la mission correspond à celle de sa structure (promouvoir les activités économiques en mettant les entreprises du Congo en face de celles d'autres pays), permettra au Congo et à l'Espagne de mieux exploiter leurs opportunités d'affaires. Georges Didas Ngoma a, quant à lui, appelé les entrepreneurs à plus d'ardeur afin de donner une base à leur espace business. « Vous êtes conscients comme moi que nous faisons partie des maillons forts du processus de développement d'une Nation. Et pour ce qui nous concerne, il est établi que le Congo doit être un pays émergent d'ici 2025. L'entrepreneur et l'homme d'affaires se doivent d'être en alerte et proposer des projets qui soient à la hauteur du défi », a-t-il dit avant d'inviter tous les entrepreneurs à les rejoindre dans le cercle d'initiatives et de projets. « Ne dit-on pas que s'unir pour bâtir, c'est grandir ensemble ? », a conclu le président du comité préparatoire.

Lucie-Prisca Condhet

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Dos d'âne ou dos de chameau?

La municipalité de Brazzaville a bien fait de multiplier les ralentisseurs dans les rues de la capitale, mais y a-t-il une norme standard ?

Il est à espérer qu'un service municipal existe qui comptabilise et répertorie les incidents routiers à Brazzaville. Il est surtout à espérer que ce service éventuel donne, pour le compte de l'année 2012-2013, des statistiques encourageantes. Car la multiplication des « gendarmes couchés », ces ralentisseurs constitués d'une bosse artificielle aux endroits les plus dangereux de la chaussée pour obliger les fous du volant à lever le pied, a résolu un impact sur le nombre d'accidents. Les rues faites à neuf ou restaurées au mieux suscitaient chez les conducteurs, même les plus aguerris, une ivresse qui poussait à jouer les Schumacher. Résultat : beaucoup de piétons fauchés, parfois mortellement, aux endroits les plus rectilignes.

Donc, c'est un bienfait incommensurable que de trouver un peu partout des dos d'âne posés exprès par les services routiers pour obliger tout le monde à la prudence qui ne vient jamais de soi. Mais quelle est la dimension d'un dos d'âne ? C'est comme si chaque mairie ou chaque société consultée venait avec son écartement. On voit ici deux ralentisseurs séparés par un écartement de deux mètres, là un seul ralentisseur. On voit ailleurs deux ralentisseurs d'une largeur de 30 cm ou d'un mètre ; d'une hauteur de quelques centimètres ou de plusieurs au point que le terme qui convient serait celui de dos de chameau.

On voit aussi dans les quartiers ces obstacles volontaires signalés par des panneaux aux dimensions non uniformes, alors que dans d'autres secteurs de la ville rien ne signale leur présence... une véritable pagaille. Quelle est la norme ? De quelles couleurs, de quelles dimensions doivent être les panneaux qui signalent les dos d'âne à Brazzaville ? De quelle hauteur doit être leur bosse ? Un ou deux dos successifs ? Autant de questions qui pourraient se traduire par des désagréments dangereux, là où, pourtant, l'intention de bien faire était manifeste.

Lucien Mpama

CONSOMMATION

1 203 cartons de fromage et autres produits avariés détruits à Pointe-Noire

Les services sanitaires de la ville océane, en collaboration avec la direction départementale de la Concurrence et de la Répression des fraudes commerciales (DDCRFC) et autres services habilités, ont détruit le mercredi 14 août au site de Lemba des stocks importants de fromage, de poisson salé et d'emballages plastiques saisis dans certains dépôts de Pointe-Noire.

Ces cartons de fromages de la marque Teama Milk, importés d'Égypte, dont la date limite de consommation était largement dépassée pour certains alors que d'autres étaient entreposées dans de mauvaises conditions de conservation, appartenaient à la société Good Market.

Quant aux emballages en plastique, pourtant interdits d'importation, de vente ou de production en République du Congo depuis le mois de juillet 2011 par les autorités de la République, ont été saisis dans l'un des dépôts de la société Eurotech, situé dans le premier arrondissement Lumumba. La saisie a été réalisée par l'une des brigades de la DDCRFC chargée de la recherche des sociétés fictives. Pour ce qui concerne les cartons de poisson salé saisis, dont la date de péremption était atteinte, la saisie a eu lieu dans un dépôt situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié où ils étaient conditionnés dans des emballages inappro-

priés. Ces produits ont été saisis et détruits conformément aux textes en vigueur en République du Congo telle la loi n° 94 du 1er juin 1994 portant réglementation des prix, des normes commerciales, constatation et répression des fraudes (articles 27, 28 et 29), et le décret n° 2001-524 du 19 octobre 2001 portant interdiction d'importation de certains produits alimentaires. Selon Ibingou Kouassi et Gaspard Massoukou, respectivement assistant sanitaire au service d'hygiène et directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales à Pointe-Noire, « pour les cartons de fromage, c'est l'opérateur économique lui-même qui a déclaré la mauvaise qualité du produit avant que les services habilités ne procèdent à la saisie et à la destruction. Mais nous sommes étonnés de constater qu'il existe encore à Pointe-Noire des opérateurs économiques véreux qui continuent à importer, commercialiser ou produire des sacs en plastique en République du Congo malgré la mise en application depuis janvier 2012 du décret interdisant ce genre de pratiques. »

Rappelons que le décret n° 2001-524 du 19 octobre 2001 porte interdiction d'importation de certains produits alimentaires. Son article 2 stipule que les produits impropres sont détruits par une commission interdépartementale composée des représentants des ministères chargés de l'Agriculture, de la Santé, du Commerce, de l'Environnement, et de l'Intérieur.

Séverin Ibara



Les cartons de fromage et de poisson salé avariés et des sacs en plastique pendant l'opération de destruction. (© DR)

MÉDIAS

Dix journalistes formés sur la culture de paix

Ces journalistes issus des différents organes publics et privés de Brazzaville ont participé à une session de formation portant sur l'importance du journalisme dans la promotion de la culture citoyenne et la paix avec l'appui de l'ambassade des États-Unis au Congo.

Organisée le 12 août dans la salle de réunion du service social de Moungali et le 13 août sur le plateau de l'émission Dites-le à la Télévision nationale congolaise, cette formation avait un caractère pédagogique et fait suite à celles tenues cette année même à Ouesso, Owando, Oyo et Gamboma. Elle se veut un cadre d'échanges entre les journalistes sur la promotion de la paix et de la citoyenneté via les médias. « J'aimerais féliciter le Groupe des journalistes pour la paix (GJP) qui a pu bénéficier de fonds pour la démocratie et les droits humains en 2012. Ce qui lui a permis de mettre en œuvre les projets pour lesquels nous appuyons cette organisation dans la promotion des valeurs démocratiques, la participation civique et la résolution des conflits. Ainsi, nous le félicitons également d'avoir vulgarisé la paix parmi les journalistes », a déclaré le vice-consul des États-Unis au Congo, Jennifer Goldstein, dans son mot d'ouverture. Et d'ajouter : « Un pays ne peut se développer sans la paix. La paix favorise la construction des infrastructures, une éducation constante dans les milieux scolaires et universitaires, les investissements nationaux et internationaux, l'unité des peuples et beaucoup d'autres

choses qui permettent une vie meilleure. »

La présidente du GJP, Nathalie-Christine Foundou, a remercié l'ambassade des États-Unis pour son appui. « Nul n'est sans savoir que les professionnels de la plume sont aussi appelés les artisans de la paix. Car notre mission est d'informer, former et éduquer. Ainsi, l'information reste la seule arme contre l'ignorance. » Pour ce faire, le journalisme exige un apprentissage, un renouvellement des connaissances et un renforcement des capacités. À cette occasion, plusieurs thèmes ont été développés. « Comment consolider la paix par les médias ? » ou « Comment le journaliste doit-il développer ses compétences ? », ce sont-là deux thèmes débattus parmi tant d'autres. Selon Antonin Idriss Bossoto, un des exposants « le journaliste est le médiateur du jeu social ». Cette mission nécessite une formation des acteurs des médias et une nette amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Le GJP, rappelons-le, existe depuis le 30 avril 2008. Il est composé de journalistes issus des différents organes de presse implantés à Brazzaville. Ces journalistes, formés aux thématiques de paix et de citoyenneté, s'engagent à travailler en réseau pour la promotion de la culture citoyenne et une paix durable au Congo. Ce groupe travaille aussi sur les approches de prévention, d'analyse, de résolution et de transformation des conflits.

Guillaume Ondzé

HUMEUR

Pourquoi les pièces administratives gratuites sont-elles rares ?

Réponse probable : ceux qui les délivrent veulent coûte que coûte empocher de l'argent. Et pourtant la disposition gouvernementale, et tout le monde le sait, est claire sur la délivrance gratuite de certaines pièces administratives. Le gouvernement insiste pour qu'elle soit réellement appliquée. Malgré des rappels insistants, certains citoyens malintentionnés, qui occupent des responsabilités dans les administrations continuent de demander de l'argent à ceux qui souhaitent obtenir ces pièces.

Ceux qui se comportent de la sorte devraient avoir honte car parmi ces pièces d'état-civil figurent des documents aussi essentiels que les actes de naissance, les extraits d'acte de naissance légalisés, les casiers judiciaires, les certificats de nationalité, les cartes nationales d'identité, les passeports et autres.

Hélas ! Des citoyens véreux ont le vieux réflexe de demander de l'argent aux citoyens et d'autres. Ils se montrent plus malins, plus vicieux, inventent des taxes à verser pour que le service demandé soit rendu. Ces comportements inciviques soulèvent de nombreuses questions : pourquoi les citoyens continuent-ils d'agir ainsi ? Où va finalement cet argent ? Ces gens-là, pris en flagrant délit, ne mériteraient-ils pas des sanctions ?

Tenez ! Dans l'une de nos agglomérations, dont on taira le nom, un citoyen s'est rendu, il y a une semaine, dans un centre d'identification pour l'établissement d'une nouvelle carte nationale d'identité. On lui a demandé de l'argent. « Dites-moi pourquoi je dois payer alors qu'elle doit être délivrée gratuitement ? » a-t-il demandé sans qu'aucune réponse ne lui soit donnée.

Dans certains services des explications fallacieuses qualifiées de « techniques » sont fournies aux demandeurs par les administrations compétentes. Et il y a quelques mois, les plaintes de candidats aux examens d'État ont été enregistrées dans certaines mairies d'arrondissement pour la légalisation des pièces d'état-civil qui doivent faire partie des dossiers de candidature. Même chose dans des écoles privées où des promoteurs véreux réclament de l'argent aux parents d'élèves pour le dépôt des dossiers de candidature au Certificat d'études élémentaires et primaires (CEPE), au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) et au Baccalauréat alors que ce dépôt ne devrait pas entraîner de frais. La réalité sur le terrain est que si l'on ne sort pas de l'argent, le service n'est pas rendu ou, tout au moins, la pièce demandée n'est pas délivrée. Reconnaissons toutefois que dans les mairies de certains arrondissements des grandes villes, ou dans nombre de communautés urbaines la gratuité de ces pièces est respectée. Avis aux spécialistes du « rançonnement » : arrêtez avec vos pratiques !

Faustin Akono

RÉINSERTION DES JEUNES

Réception fin août du centre Songhaï d'Otsendé

Le ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul, qui a visité ce chantier le 10 août, a donné mission au sous-préfet d'Oyo, Roger Louzaya-Mamingui, de réceptionner provisoirement cette structure avant son inauguration officielle.

Situé à environ 20 kilomètres d'Oyo, dans le département de la Cuvette, le centre de production et de formation intégré d'Otsendé, destiné à la réinsertion des jeunes défavorisés vers les métiers de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie, sera réceptionné provisoirement le 30 août. La décision a été prise de façon consensuelle entre le gouvernement et les responsables des entreprises qui exécutent ces travaux depuis près de deux ans.

« Malheureusement, chaque fois que je venais, il y avait des entreprises qui traînaient. Le travail qui devait être fait il y a un an, c'est maintenant qu'il se fait, donc il y a toujours un retard parce que nous devons terminer avec la BAD le 31 décembre. Le sous-préfet suivra le 30 août la réception provisoire de tous les travaux qui sont en cours et il me rendra compte. Tout le monde doit être sur le terrain », a insisté la ministre.

Les travaux retardés faute de main d'œuvre disponible

Au total, sept entreprises sont actuellement à pied d'œuvre sur ce chantier. Interpellés sur le retard constaté, les représentants de certaines de ces sociétés ont évoqué les problèmes liés au manque de main-d'œuvre après le départ forcé des étrangers en situation irrégulière. D'après Émilienne Raoul, dont l'objectif principal était de recruter les jeunes des villages environnants dès le début du projet, il faut que ceux qui habitent sur le territoire congolais soient en règle. « Nous avons eu du mal à retenir les jeunes sur le chantier, c'était une exigence que

j'avais posée. Ils sont venus nombreux, mais aujourd'hui, combien sont restés ? Il a fallu des dizaines de personnes venues d'ailleurs pour travailler, ce qui n'est pas normal. Je comptais sur ces enfants qui ne sont pas venus, alors qu'ils se plaignent de ce que l'État ne fait rien, donc la faute est partagée. Il y a ce problème de main-d'œuvre qui se posait et qui se pose encore parce qu'il y a des travaux à terminer », a-t-elle rappelé, indiquant que le problème du retard incombait aux chefs d'entreprises et aux jeunes.

Le centre agropastoral d'Otsendé,



Une vue du centre Songhaï d'Otsendé. (© Adiac)

dont les travaux ont été lancés en 2011, est cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque africaine de développement (BAD), à travers le Projet d'appui à la réinsertion socioéconomique des groupes défavorisés (Parsegd). Les travaux concernent la construction des bâtiments et logements de services et de production, parmi lesquels des poulaillers, des porcheries, des bergeries et des hangars de stockage, sur un espace d'environ 200 hectares. Sont également en exécution la minéralisation et la réalisation des réseaux de drainage et d'assainissement. Au total, neuf filières intégrées verront le jour, au nombre desquelles la production animale, végétale, l'agro-alimentaire, les technologies appropriées et la formation des services.

« Réduire le taux de chômage au Congo » La ministre des Affaires sociales a, par ailleurs, précisé que la philosophie du centre Songhaï d'Otsendé était de produire, former et insérer les jeunes afin de diminuer le taux de chômage qui est encore très élevé dans cette couche sociale : « Nous voulons vous former pour qu'après la formation vous alliez travailler pour votre propre compte. Nous allons nous entendre avec les chefs de village pour mettre des terres à la disposition des jeunes qui voudront repartir dans les villages, parce que le développe-

ment passera par l'agriculture. » Rappelons que dans le cadre de la mise en œuvre du Parsegd, le Programme des Nations unies pour le développement a signé en 2010 avec le centre Songhaï Bénin, une convention en vue de la réplique au Congo de deux centres agropastoraux (Louvakou et Otsendé). Si à Otsendé, les travaux sont presque achevés, à Louvakou, dans le département du Niari, le projet est loin d'être concrétisé. Parmi les entreprises qui traînent les pieds, il y en a certaines qui sont également adjudicatrices du marché d'Otsendé. C'est ainsi que la ministre a attiré leur attention en ces termes : « Le retard à Louvakou est plus criant qu'ici, lorsque nous avons conclu des contrats avec vous, nous devions apporter le financement et de votre côté, vous deviez exécuter les travaux dans les délais prescrits. »

Parfait-Wilfried Douniama

ÉDUCATION

Les enseignants exclus des délibérations du baccalauréat général

Le 13 août dernier, lors de la séance de délibération du baccalauréat général, on a assisté à un fait rare : l'exclusion des enseignants. Ces derniers ont jugé inqualifiable et indigne cet acte prononcé par le président des jurys, Benjamin Evayoulou, après une attente de deux heures au lycée Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

Selon les enseignants, dans un communiqué signé du président des jurys et publié dans les médias, ils avaient été invités à prendre part à la délibération du baccalauréat général. Sur place, le président a donné lecture du texte portant organisation de la délibération des examens. C'est à cet instant qu'il a insisté pour que sortent de la salle des examinateurs : les responsables des établissements et bien d'autres personnes. Selon lui, ces derniers n'avaient pas le droit de prendre part à la délibération. Mécontents de cette décision qui est une première lors des sessions de délibération, les enseignants ont qualifié l'attitude du président des jurys de mépris-

ble et de ridicule en brandissant la note signée par ce dernier.

« Nous avons été appelés par un communiqué signé de lui-même à assister à la délibération. Nos chefs veulent tout politiser ! D'habitude, nous prenons part à la délibération pour avoir les résultats de nos établissements. Notre présence est une tradition. Mais cette année, on nous chasse de la salle au moment où l'on remarque la présence de syndicalistes. Nous savons que tout a été fait, les moyennes d'admission sont connues, donc nous venons juste pour approuver. »

Notons que ces enseignants ont été apaisés par l'un des membres des jurys qui a souligné que ce communiqué invitant les chefs d'établissements avait été rédigé par erreur. À la sortie de la délibération, ces enseignants ont refusé de prendre les résultats, et le président des jurys n'a pas communiqué les effectifs d'admission à la presse, disant qu'ils avaient un caractère secret.

Lydie-Gisèle Oko

15-AOÛT 2013

Pointe-Noire peint les grands moments de son histoire

Après le district de Tchiamba-Nzassi en 2012, la ville de Pointe-Noire a abrité le défilé populaire marquant la célébration du cinquante-troisième anniversaire de l'accession du Congo à la souveraineté nationale. Les festivités étaient placées sous le patronage du préfet de la ville, Alexandre-Honoré Paka.

À l'instar de Djambala qui a abrité les festivités nationales relatives au 15 août, la ville de Pointe-Noire qui n'a pas voulu être en marge a organisé un défilé mili-

taire et civil qui a duré deux heures et demie. L'événement a drainé des milliers de Ponténégrins des six arrondissements dont un échantillon a pu parader devant l'hôtel de la préfecture de Pointe-Noire. Dans son discours, le conseiller socioculturel du préfet de Pointe-Noire, Antoine Baniakina, est revenu sur les grands moments de l'histoire du Congo qui selon lui a pris son départ à Pointe-Noire. On retiendra, entre autres, la proclamation de la République qui eut lieu à Pointe-Noire qui a également abrité la

première assemblée nationale dans les locaux de l'actuelle école paramédicale Jean-Joseph-Loukabou ; les travaux de construction du chemin de fer Congo océan lancés à Pointe-Noire par le gouverneur de l'époque, Raphaël Antonetti ; la route de la caravane qu'empruntaient les esclaves qui partait de Ngoyo jusqu'à Loango.

Outre ces faits marquants, Pointe-Noire a abrité l'arrivée de la course internationale de voiliers ainsi que la première expérience de la municipalisation ac-

celérée de l'ensemble des départements du Congo. C'est à Pointe-Noire que les juniors de l'équipe nationale des Diables rouges ont remporté pour la première fois la coupe d'Afrique de football. La ville océane constitue l'une des zones économiques spéciales importante du Congo, avec les travaux de modernisation de son port maritime doté d'un guichet unique et riche en eaux profondes, qui fait de lui le premier département du Congo à avoir une direction départementale des zones économiques spé-

ciales. Le récent événement est la réception la semaine dernière et pour la première fois en Afrique et au Congo au port maritime de Pointe-Noire d'un grand navire hospitalier dénommé Hospital Africa Ships pour offrir gratuitement des soins aux populations congolaises. Notons que les communautés étrangères ont également participé au défilé en présence de plusieurs autorités militaires et civiles ainsi que d'autres invités de marque.

Charlem-Léa Legnoki et Séverin Ibara

Loubou a tenu ses promesses

Pour marquer le cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance de la République du Congo, un défilé a eu lieu le 15 août au village Loubou, situé à Loango, chef-lieu du département du Kouilou.

Une heure quarante minutes est le temps qu'a duré ce défilé dont le top a été donné par Fidèle Dimou, préfet du département du Kouilou. Cela, après la revue des troupes, la présentation des grandes lignes et des noms qui ont marqué l'histoire du Congo, de la colonisation à l'indépendance par Joseph Ona Sondjo, directeur départemental des services préfectoraux du Kouilou, qui a été le maître de cérémonie.

société civile, des partis politiques... Au son de la fanfare kimbanguiste, ils ont battu le bitume de Loubou sous les applaudissements et les hurras du public.

Ce public était tout ravi de l'ampleur de l'événement célébré chaque année en ville mais aussi dans une localité de l'hinterland du Kouilou. Le nombre sans cesse croissant des participants, l'organisation quasi parfaite de la cérémonie, les parures et les tenues vestimentaires multicolores des défilants sont autant de facteurs qui ont ajouté une touche attrayante au défilé de cette année dans le Kouilou.

Puis ce fut le tour des agents du

Taman Industries avec son carré impressionnant de 162 personnes (les plus nombreuses). Puis vinrent les partis politiques, tel le PCT et ses organisations (OFC, FMC...), les représentants des six districts répartis sur trois carrés de 177 personnes. Le RDPS et le MAR ont également impressionné par le nombre des défilants venus des districts. L'Église kimbanguiste, dont les jeunes surveillants ont émerveillé par une chorégraphie aux relents militaires bien synchronisée, a été sans conteste l'attraction du défilé, surtout son adolescent dirigeant qui a ému la foule par son habileté et sa maîtrise des troupes dignes d'un vieux briscard.

Le centre de vacances et de loisirs avec hébergement qui accueille les jeunes vacanciers de Total E&P Congo à Liambou pour la trente-troisième édition, la communauté rasta du Kouilou, la société Globaline et la communauté angolaise au Kouilou ont, de leur côté, apporté une touche particulière à l'événement.

À 13 heures 10, le défilé a pris fin après le passage des religieux (Association Louzolo Amour, Armée du Salut et Église kimbanguiste) suivi des véhicules.

Hervé-Brice Mampouya et Lucie-Prisca Condhet



Le défilé des agents du ministère des finances

Après l'envol des colombes lâchées par le préfet et les autres autorités, le défilé a commencé par les troupes paramilitaires, suivies des structures publiques et privées, des confessions religieuses, des organisations de la

ministère du Plan, des Finances, de l'Économie et du Portefeuille public et de l'Intégration dont le nombre avoisinait 160 personnes réparties en quatre carrés. Ils ont recueilli des salves d'applaudissements, tout comme la société

SANGHA

La population a défilé avec le regard tourné vers 2015

Comme à Djambala, les festivités du 53^e anniversaire de l'indépendance du Congo ont été également célébrées le 15 août à Ouessou, dans le département de la Sangha, sous le patronage du préfet, Adolphe Elemba.

Pour cette année, la fête a revêtu un caractère particulier pour le département de la Sangha qui a été choisi pour abriter les festivités du 55^e anniversaire de l'indépendance du Congo, couplées à la municipalisation accélérée. En effet, le président de la République, Denis Sassou N'Gouesso, l'avait annoncé lors de son discours sur l'état de la Nation, 13 août dernier. Ce message a été reçu avec joie par les habitants du département de la Sangha qui l'ont exprimé à travers une forte mobilisation et la participation de toutes les couches sociales pour ce grand défilé populaire organisé à cet effet.

Pendant deux heures, les services publics et les sociétés privées, les associations, les ONG et les partis politiques, ont marqué les pas au rythme de la fanfare des Forces armées congolaises. Sur la tribune des officiels, on pouvait remarquer la présence du Sous-préfet de Mouloundou, Avom Nding, représentant le préfet de la Boumba-Ngoko (Cameroun). Dans le cadre des accords tripartites entre les départements de la Sangha (Congo), la Sangha-Mbaéré (Centrafrique) et la Boumba-Ngoko (Cameroun), les différents responsables ont inscrit dans leurs agendas respectifs d'aller assister aux festivités de chaque pays. Des rencontres qui leur permettent de passer en revue des questions diverses concernant les trois zones frontalières.

Selon Avom Nding, la fête a été célébrée dans la cohésion, le dynamisme et le soutien au président de la République. Une attitude visible à travers les messages de conscientisation qui exhortent au travail, lequel est une condition indispensable au développement. Le préfet du département de la Sangha a, quant à lui, invité les populations de son entité administrative à unir leurs efforts en vue de la réussite de la municipalisation de la Sangha en 2015.

Déployés dans le département dans le cadre du recensement administratif spécial, les agents recenseurs ont aussi défilé dans la capitale de la Sangha. De l'avis de tous, Ouessou subit une transformation pré-municipalisation qui augure de la volonté du Gouvernement de faire de cette ville une localité phare. Des signes qui rassurent.

Parfait Wilfried Douniama



3G Organise à Brazzaville, Dans son centre de formation et Certification Internationale

Les certifications suivantes :

MICROSOFT: MCTS Certification Microsoft Exchange 2010(Examen 70-662): Configuration et Déploiement Microsoft® Exchange Server® 2010
Formateur : Mr Epee Elessa Jean Theodore MCSE, MCSA matricule (5974786)

ORACLE 10g

Formateur : Mr Jules Alain Moussima Dibombari Administrateur des Bases de Données Oracle & Analyste- Programmeur (CERTIFIE ORACLE OCA & OCP ID : OC1153924



LES INSCRIPTIONS SONT DEJA OUVERTES
Début des cours :

- Oracle le 3 septembre 2013
 - Microsoft le 16 septembre 2103
- Contacts : 06686-55-43 / 06955-54-07 / 04021-87-94
Im. Groupe bénédiction finance 3^e étage Porte7.
89, avenue de France Poto-Poto Brazzaville, BP : 1382
NB: Les places sont très limitées !!!!!!!



ITALIE

Cécile Kyenge continue de déchaîner l'ire des racistes

La ministre de l'Intégration mouline un discours inclusif. Sur le terrain, ses opposants n'y vont pas de main morte.

Le jeu du chat et de la souris se poursuit. Entre la ministre italienne de l'Intégration et ses pourfendeurs virulents, c'est désormais le marquage à la culotte, le catenaccio bien connu des adeptes italiens de football. À chacune des actions de Cécile Kyenge Kashetu répondent un geste, un propos, une posture toujours plus graves, toujours racistes. La gravité de la situation est telle qu'un responsable du parti (pourtant) xénophobe de la Ligue du Nord demande que les médias ne rapportent plus systématiquement chaque propos raciste « pour ne pas faire du premier fou venu un Prix Nobel potentiel ».

On n'en est pas encore là. La ministre continue et fonce dans son travail de ministre. « Il nous faut une société qui devienne multiraciale comme la France championne du monde en 1998. C'est cette France des Thuram, Zidane et Lizarazu qu'il nous faut. J'accompagnerais bien volontiers une équipe composée ainsi au Brésil », a déclaré la ministre d'origine congolaise. Elle est, c'est de notoriété, une pratiquante assidue de l'athlétisme même si ce n'est pas à un niveau professionnel. « Au Congo, je pratiquais la natation, a-t-elle récemment révélé. Ma sportive préférée, c'est Fiona May [l'athlète noire d'origine américaine, NDLR]. Et j'admire aussi la nageuse Miriam Corsini, née de père italien et de mère mozambicaine. »

« Que quelqu'un la tue ! »

Naturellement, de telles déclarations ne pouvaient pas soigner les crises d'apoplexie qui frappent les partis extrémistes de droite chaque fois que Cécile Kyenge ouvre la bouche. Ça a commencé par des écrits sur les murs à Vicence (en Vénétie), avec le nom Kyenge encadré par des croix gammées. Puis, comme c'est désormais une pratique consolidée, les politiques adeptes du politiquement incorrect sont montés eux aussi au créneau avec des arguments d'une pesanteur parfois définitive. Ainsi Vittorio Milani, membre d'un mouvement souverainiste vénitien, n'a rien trouvé de plus radical à écrire sur Facebook que « Que quelqu'un la tue ! ».

Partisans et adversaires déclarés de l'intégration à l'italienne se livrent à une vraie foire d'empoigne sur les réseaux sociaux. Cécile Kyenge est devenue l'exutoire des uns, le porte-étendard des autres. Mais la question, quelle que soit la manière de la résumer, renvoie à la place que l'Italie entend donner à ses immigrés. Malgré les statistiques qui avancent que sans l'immigration la courbe de natalité de la péninsule serait négative et la croissance économique encore plus en berne, le pays continue de s'illusionner sur sa caractéristique préservée d'État où dans les bureaux de poste, les forces armées et même les taxis, seuls des Italiens – donc des Blancs – doivent être présents.

Lucien Mpama

MALI

François Hollande sera présent à l'investiture d'IBK en septembre

Le président de la République française, François Hollande, se rendra à Bamako pour l'investiture du nouveau président malien, Ibrahim Bou-bacar Keïta (IBK), a annoncé le 13 août l'Élysée.

François Hollande s'est félicité de l'élection d'IBK et a assuré que Paris resterait aux côtés de Bamako. Les deux chefs d'État se sont entretenus au téléphone. François Hollande a aussi félicité les Maliens d'« avoir tenu l'élection présidentielle dans des conditions de transparence et de régularité remarquables ». Ainsi « tout doit désormais être fait pour réussir la fin de la transition », selon l'Élysée, qui note que ce qui vient de « se produire depuis l'intervention française le 11 janvier 2013 au nom de la communauté internationale, jusqu'à l'élection du nouveau président malien, est un succès pour la paix et la démocratie ».

François Hollande a aussi salué la mobilisation du peuple malien et son attachement à la démocratie. Il a rendu hommage à l'ensemble des candidats « pour leur sens démocratique ».

N.Nd.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Les cliniques médicales chinoises menacées de fermeture

Au motif de manque d'autorisation, de vente de faux médicaments et de pratique d'avortements clandestins, le gouvernement équato-guinéen menace de fermeture les pharmacies et cliniques privées de certains groupes chinois établis à Malabo. La question divise les Équato-Guinéens pour des raisons différentes. Certains médecins équato-guinéens dénoncent les risques sanitaires que font courir les Chinois par « manque de souci de la santé des patients, avec l'argent pour seule motivation, en encourageant par exemple l'avortement ». D'autres dénoncent la qualité de leurs médicaments, appréciés pour leur bas prix, même si la qualité reste douteuse, et leur omniprésence dans le commerce. Les opposants à cette fermeture ont mis en avant la modicité des prix pratiqués par rapport aux hôpitaux publics et la rapidité des prestations. Certains médecins chinois propriétaires de cliniques à Malabo, comme Sir Hung, mettent sur le compte de l'ignorance la fermeture envisagée de leurs officines.

N.Nd.

DISPARITION

Jacques Vergès mort à 88 ans

Il était parmi les avocats français les plus controversés et les plus redoutés du barreau de Paris. Mort le 15 août, Jacques Vergès aura défendu des auteurs de crimes très graves dans des procès médiatiques, notamment le chef de la Gestapo, le nazi Klaus Barbie, le révolutionnaire Carlos ou le Khmer rouge Khieu Samphan, les membres des mouvements d'extrême-gauche européens (Fraction armée rouge, Action directe), les activistes libanais Georges Ibrahim Abdallah et Anis Naccache, le dictateur serbe Slobodan Milosevic, etc.

Jacques Vergès a aussi été le défenseur de plusieurs dirigeants africains. Ses dernières grandes sorties médiatiques furent en Afrique, où il était disposé à défendre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et avait amorcé la défense de l'ancien président ivoirien, Laurent Gbagbo, attaquant la France sous « l'angle colonial, voire néo-colonial », passant pour « le défenseur des faibles », comme ce fut le cas du jardinier marocain Omar Raddad. Anticolonialiste, il aura aussi défendu les membres du Front de libération nationale algérien.

Jacques Vergès aurait fait une chute il y a quelques mois et avait des difficultés à parler, mais il avait conservé toutes ses capacités intellectuelles.

Courageux, indépendant, doté d'une grande culture, mais nar-



Jacques Vergès

cissique, provocateur, talentueux, excellent contradicteur, très bon orateur, Jacques Vergès a défendu parfois des causes perdues, mais toujours dans le respect de l'autre. Le président Christian Charnière-Bournazel a résumé la vie professionnelle de Jacques Vergès en ces termes : « Un avocat, ce n'est pas un mercenaire, c'est un chevalier, et Jacques Vergès était un chevalier. Un très grand avocat, un avocat courageux qui s'investissait totalement dans la défense et qui avait un immense talent. » Il a aussi été un romancier – il a publié une vingtaine de livres – et un homme de théâtre – il a monté un plaidoyer intitulé Serial Plaideur.

La vie de Jacques Vergès, surnommé l'avocat de la terreur ou le salaud lumineux, est un roman : il était né au Cambodge en 1925 d'un père français de la Réunion et d'une mère vietnamienne. Son

père fut député et son frère jumeau, Paul Vergès, le créateur du Parti communiste réunionnais. Il s'inscrivit lui-même au Parti communiste français et devint président de l'Association des étudiants coloniaux et rencontra Pol Pot, le futur Khmer rouge. Il quittera le PCF en 1957. Il épousa en 1963, en secondes noces, une militante du FNL, Djamilia Bouhired, poseuse de bombes qu'il sauva de la peine de mort.

Controversé, Jacques Vergès disait que « les poseurs de bombes sont des poseurs de questions ». Retenons pour sa mémoire cette phrase de lui : « Je ne suis pas l'avocat de la terreur, mais l'avocat des terroristes. Hippocrate disait : je ne soigne pas la maladie, je soigne le malade. C'est pour vous dire que je ne défends pas le crime mais la personne qui l'a commis. »

Noël Ndong

FAUNE

Un baron de l'ivoire arrêté à Franceville

Le Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (Palf) a annoncé, le 14 août à Brazzaville, l'arrestation à Franceville (Gabon) du braconnier Messimo Rodrigue, alias « Obama », pour trafic d'ivoire.

L'arrestation de ce braconnier, avec ses trois complices qui détenaient dix défenses d'ivoire pour un poids total de 93 kg, est intervenue le 11 août à Franceville. C'est grâce à des informations de Conservation Justice que les Eaux-et-Forêts renforcées par la police judiciaire gabonaise sont parvenues à cette arrestation. Selon certaines informations, le braconnier se sentait menacé à Makokou, préférant développer son activité de trafic là où il est moins connu, notamment entre Makokou et Okondja et jusqu'à Franceville. Il est aussi connu à Oyem et, évidemment, à Libreville. Bref, il est partout, une sorte de baron de l'ivoire au Gabon. Son arrestation témoigne de la volonté des autorités gabo-

naises de lutter efficacement contre le trafic d'ivoire.

L'arrestation de ce dernier a été saluée par plusieurs organismes protecteurs de la faune dans la sous-région, dont le Palf. Ainsi donc à Brazzaville, la représentation du projet a déclaré : « Le Gabon a fait beaucoup d'arrestations dernièrement à l'encontre des grands trafiquants d'ivoire. Tant que ce fléau continue en Afrique centrale, et surtout après que 62% des éléphants de forêt ont été perdus entre 2002 et 2011, il faut que ce genre d'opération soit répliqué à travers toute la sous-région », indique Naftali Honig, coordonnateur du Palf. Il avait d'ailleurs été écrit dans le magazine Gabon de l'été 2013 : « Messimo Rodrigue est un malfrat d'une quarantaine d'années qui peut tirer les ficelles même derrière les barreaux d'une cellule de Makokou. En fait, c'est un criminel qui se fait passer pour un homme d'affaires. Ses méthodes sont financières, et il ne

manque pas d'éloquence. »

L'ivoire est destinée au marché extérieur, principalement asiatique, après être passée par plusieurs pays de transit. Ainsi, le réseau international Eagle (Eco Activists for Governance and Law Enforcement), dont fait partie Conservation Justice, opère également au Cameroun, au Congo, en RCA, en Guinée et au Togo.

Enfin, le Palf travaille en République du Congo depuis 2008 et est en collaboration avec le ministère de l'Économie forestière et du Développement durable ainsi qu'avec deux ONG internationales, WCS (Wildlife Conservation Society) et TAF (The Aspinall Foundation). Le Palf fait partie d'un réseau du projet Eagle en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, Conservation Justice fait partie de ce même réseau, Eagle, et travaille depuis 2010 au Gabon. Le projet a son siège à Libreville et dispose d'une antenne à Franceville.

Fortuné Ibara

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Michel Djotodia prête serment devant la Cour constitutionnelle

Le chef d'État de la transition centrafricaine, Michel Djotodia, a prêté serment dimanche, au Palais de l'Assemblée nationale de Bangui, devant la Cour constitutionnelle de transition, en présence des présidents congolais, Denis Sassou N'Guesso, et tchadien, Idriss Deby Itno. Parmi les invités de marque comptaient aussi les représentants du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Équatoriale et du Soudan, en plus des délégués de la CÉÉAC, de la CÉMAC, l'UE et des Nations unies.

La salle des conférences du Palais de l'Assemblée nationale affichait complet ce 18 août pendant que des groupes de danses massés dehors donnaient à la cérémonie solennelle de prestation de serment de Michel Djotodia An Nondroko son cachet festif. Au pouvoir depuis le 24 mars, lorsque ses troupes contraignaient son prédécesseur, François Bozizé à l'exil, l'ex-dirigeant de la rébellion de la Seleka avait ensuite été élu à la tête de l'État de Centrafrique par le Conseil national de transition, le 13 avril.

Lecture du procès verbal de cette séance a été faite, avant que Michel Djotodia ne soit invité par le président de la Cour constitutionnelle, Zacharie Ndouba, à prêter serment. Costume sombre, une

écharpe aux couleurs de son pays, le chef d'État de la transition a ainsi juré « devant Dieu et le peuple centrafricain » de remplir sa mission en privilégiant l'intérêt supérieur de son pays. Il a ensuite revêtu la médaille de Grand Croix puis reçu en sus de ces attributs du pouvoir institutionnel des instruments de la tradition: un sabre et un bouclier remis par un sage pour « la protection de l'État et du peuple » ; un canari rempli de légumes, remis par une femme, symbole de la richesse dont reforge le pays.

Prenant la parole pour la circonstance, le président de la Cour constitutionnelle a interpellé le chef d'État de la transition, à se mettre au service de tous les Centrafricains : « à partir d'aujourd'hui, vous n'êtes plus le chef d'une seule entité, mais le président de toutes les filles et tous les fils de la Centrafrique », ajoutant que le pays a soif de sortir du cycle des violences qui l'endeuille depuis des décennies.

Une arrivée au pouvoir dictée par un cycle d'incompréhensions et d'entêtement

Dans son discours d'investiture, Michel Djotodia a remercié les pays de la sous-région d'Afrique centrale, et salué la présence des



Michel Djotodia installé dans son fauteuil de chef d'État de la transition

chefs d'État, considérant que c'était le témoignage du soutien de leurs pays respectifs à la Centrafrique. Rappelant brièvement son parcours d'enfant issu d'une famille multiconfessionnelle, il a indiqué que son arrivée aux affaires, le 24 mars, n'était pas dictée par une quelconque soif du pouvoir, mais par l'impératif de mettre un terme à un cycle d'incompréhensions et d'entêtement.

Il s'est en revanche défendu d'avoir, depuis lors, respecté la feuille de route de la transition. Celle-ci demandait la constitution d'un gouvernement d'union nationale, la mise en place d'un Conseil national de transition et d'une cour constitutionnelle de transition. Ce qui est fait, a-t-il déclaré, promet-

tant l'installation prochaine du conseil supérieur de la liberté de communication de la transition.

Au nombre d'autres engagements, Michel Djotodia a promis de lutter contre la corruption et l'impunité, défendre et protéger les droits de l'Homme et les libertés, faire traire en justice des personnes qui se rendent coupables de crimes de sang. Parlant du processus électoral, il a appelé les acteurs politiques centrafricains au dialogue et a sollicité une trêve, afin, a-t-il déclaré, que le pays s'attaque aux défis majeurs que sont l'insécurité et la pauvreté et que la fin de la transition dans 18 mois soit couronnée par l'organisation d'élections libres et transparentes.

Notons que depuis sa prise du pou-

voir, Michel Djotodia était, en quelque sorte, mis à l'épreuve de convaincre la sous-région d'Afrique centrale et la Communauté internationale (hostiles à son coup d'État) de sa bonne foi. Le respect des Accords de Libreville, considérés comme le socle de la transition avec la désignation de Nicolas Tiangaye en qualité de Premier ministre, mais aussi l'observation du délai de 18 mois prescrit d'autorité par la CÉÉAC pour accomplir cette transition, voilà autant de gages que Michel Djotodia doit donner aux partenaires impliqués dans le délicat processus d'accompagnement de la transition centrafricaine.

Mais, peut-être qu'après avoir gagné la reconnaissance de fait au plan extérieur en tant que chef d'État de la transition, Djotodia voulait au plan intérieur être légitimé par ses compatriotes. D'où cette cérémonie en présence de toutes les institutions de la transition, du médiateur Denis Sassou N'Guesso, du président en exercice de la CÉÉAC, Idriss Deby Itno, dont par ailleurs le pays (Tchad) conserve une influence certaine à Bangui. Cet acte de prestation de serment salué par 21 coups de canon, marque officiellement le début de la transition.

Gankama N'Siah

FORMATION EN UKRAINE (EUROPE)

La société Perspectives 21^e siècle informe les étudiants désireux d'aller poursuivre leurs études en Ukraine (Europe), dans tous les domaines de compétences, que les inscriptions se poursuivent.

Les cours préparatoires de langue russe ont déjà débuté.

Brazzaville : Paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde au Plateau des 15 ans.

Pointe-Noire : En face de la radio Océan à Tchimbamba.

Par ailleurs, elle rappelle à tous les étudiants, que les formalités de voyage pour les études à l'étranger commencent par :

- l'établissement d'un passeport ordinaire auprès des autorités compétentes ; et,
- le retrait de l'attestation de réussite au Baccalauréat et du relevé de notes.

Contacts :

Brazzaville : 06 668 56 35 / 04 418 55 69 / 01 668 56 35

Pte-Nre : 06 814 24 28 / 04 404 29 89 / 05 386 35 01

OFFRE D'EMPLOI ONG

L'ONG Initiative Développement et la fondation Niosi recrute un (e) responsable administratif et financier expérimenté(e) ayant une excellente connaissance du monde rural du sud du Pool. Les candidats rigoureux et n'ayant pas peur d'un volume important de travail sont les bienvenus. Localisation du poste à Louingui, boko et loumo dans le Pool. Offres d'emploi à retirer auprès de la fondation Niosi, Ex Faculté des sciences à côté du forum des jeunes entreprises du Congo ou à la base PADEL2 à Louingui.

Date limite dépôt candidatures 05 septembre 2013 à 16h.

Appel à propositions 2013 FONDS D'APPUI AUX SOCIÉTÉS CIVILES DU SUD



Dans le cadre des projets financés sur le Fonds d'appui aux sociétés civiles du sud (SCS), ancien Fonds Social de Développement, l'Ambassade de France au Congo lance un appel à propositions afin de procéder à une nouvelle vague de financement de microprojets de développement pour la fin d'année 2013.

Date limite de dépôt des notes de synthèse : 31 août 2013, à 22h.

L'objectif du Fonds d'appui aux sociétés civiles du sud est de lutter contre la pauvreté grâce au renforcement des organisations de la société civile congolaise. Les actions soutenues par le projet SCS 2013-2016 s'inscriront dans trois secteurs d'intervention prioritaires :

- l'accès des populations aux services essentiels : il s'agira d'améliorer l'accès aux services de base considérés comme les plus critiques par la partie nationale, à savoir d'une part la santé et le secteur social, et d'autre part l'eau et l'assainissement.
- l'insertion économique : il s'agira de contribuer à l'amélioration des dispositifs de formation professionnelle qualifiante et d'impulser des dynamiques micro-économiques (initiatives de création de revenus et d'emplois)
- la gouvernance démocratique : il s'agira de concourir à l'amélioration de l'état de droit et la promotion / protection des droits humains.

De manière transversale, le projet SCS veillera à structurer davantage les acteurs de la société civile en développant les compétences des associations en matière de dialogue politique et de plaidoyer, et en appuyant des initiatives collectives et de renforcement de réseaux.

Les structures bénéficiaires d'une subvention sur le SCS peuvent être :

-des personnes morales de droit privé issues de la société civile (ONG, associations, coopératives...);

Les lignes directrices de l'appel à projet ainsi que le formulaire de rédaction de la note de synthèse, à remplir par ordinateur, sont disponibles sur le site de l'Ambassade de France au Congo (ambafrance-cg.org), rubrique « Fonds social de Développement ».

-des personnes morales de droit public à caractère local : collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Pour toutes demandes d'informations ou de clarification : scscongo@gmail.com

TerraTech
Le monde de l'informatique

- ✓ 4 Camera Dome
- ✓ 1 DVR 4Ch + Disque Dur 500GB
- ✓ 1 Ecran Hp
- ✓ 1 Rouleau Coaxial Cable

399,000 TTC

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S Rond Point City – Rez-Chaussee. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434 Email: info@terratech-cg.com

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, paie plus tard

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1#OK pour obtenir 100 FCFA de crédit
Compose *1818*2#OK pour obtenir 200 FCFA de crédit
Compose *1818*3#OK pour obtenir 500 FCFA de crédit
Compose *1818*4#OK pour obtenir 1 000 FCFA de crédit

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
Intégrateur de Solution

CISCO **POLYCOM**
Premier Partner

Communications Unifiées

- Vidéoconférence et Multimédia
- Voix et Messageries Unifiées
- Téléphonie IP

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo

BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

Brazzaville - Douala

à partir de **163 100 FCFA TTC** 3 vols par semaine
Mardi, Jeudi et Samedi

ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E-mail : relationclients@flyecair.com

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

Entreprise régie par le code CIMA

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés
Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE À DJAMBALA

Un défilé militaire et civil à la dimension de l'événement

À l'occasion de la célébration du 53e anniversaire de l'indépendance du Congo à Djambala, chef-lieu du département des plateaux, un imposant défilé militaire et civil a été organisé au boulevard de la localité, en présence des chefs d'État de la République du Niger, Mahamadou Issoufou, de la République de Guinée équatoriale, Theodoro Obiang Nguema Basongo, de la République Centrafricaine, Michel Djotodia, ainsi que des représentants des présidents de Guinée Conakry, du Tchad, du Gabon et de la République démocratique du Congo.

Il était 10h30 lorsque le président de la République arrive au boulevard de Djambala sous les applaudissements et les cris de joie du public. Il est reçu par le chef d'état-major des forces armées congolaises (Cemg-Fac), le général de division Guy Blanchard Okoi, qui l'invite à passer en revue les troupes d'honneurs et celles de la garnison de Gamboma, « rangées pour la circonstance » avant que ne soit exécuté l'hymne national « La Congolaise ».

« Pour la patrie, nous vaincrons, nous vaincrons, nous vaincrons », pouvait-t-on entendre des troupes, lors du passage en revue du chef de l'État. Ceci, exprime la disponibilité de la troupe à œu-

vrer sous les ordres du chef suprême des armées et à se sacrifier pour la patrie, donc le Congo. Pendant ce temps, les 21 coups de canon retentissent pour honorer le président de la République et ses hôtes.

C'est à 10h50, que le commandant de la zone militaire de défense n°3, le colonel François Liboko, a demandé au président de la République l'autorisation de commencer le défilé. « Je vous salue ainsi que vos troupes, étendards et fanions, et vous autorise à commencer le défilé », a répondu le chef suprême des armées en guise d'autorisation pour le début du défilé.

3.361 hommes pour le défilé militaire !

Tel est le nombre d'hommes mobilisés par les Fac pour ce défilé militaire pédestre (2.800 hommes), motorisé et aérien qui a débuté par la prestation de la musique principale des Forces armées congolaises (FAC), dirigée par le colonel Jean-Marie Ngatséno. Au-devant de la scène, le tambour-major, le capitaine Jean Bedel Mayembo, toujours égal à lui-même, a manié comme il sait le faire avec maestria, sa canne, la balançant de la gauche vers la droite, et vice versa. Mais le moment le plus palpitant, c'est lorsqu'il projette sa canne à plus de cinq mètres de hauteur et la reprend sans la faire tomber. Un



Les portent étandard ouvrant le défilé

exercice difficile mais que le capitaine Jean Bedel Mayembo, exécuté avec brio, cristallisant sur lui l'attention d'un public qui le lui rend bien à travers des salves d'applaudissements nourries. Après le passage de la musique principale des FAC, le commandant de la zone militaire de défense n°3, commandant de l'ensemble des troupes, est passé lui aussi, de même que le drapeau national, symbole de la République. A suivi : le commandant des troupes adjoint, le colonel Louis Roland Massoukou, commandant de la région de gendarmerie des Plateaux.

Les écoles de formation ont aussi été de la partie : l'École militaire préparatoire général Leclerc ; l'Académie militaire Marien-Ngouabi ; l'école nationale des sous-officiers d'active. La Gendarmerie nationale, qui a défilé immédiatement après les écoles a été représentée par la garde républicaine ; le personnel féminin ; la gendarmerie territoriale et le premier groupement mobile. La police nationale a eu son moment de visibilité à travers son personnel féminin ; le groupe de répression du banditisme (GRB), le groupe mobile de la police (GMP) ; l'unité des gardes-frontières (UGF) ; la police des actions spéciales (PAS) et les unités de sécurité civile (Sapeurs-pompiers).

Les FAC avec pour devise « *Vaincre ou mourir* » ont pris part à ce défilé avec des unités de l'état-major général, notamment des éléments du bataillon de commandement, de sécurité et des services du Grand quartier général ; le bataillon des transmissions ; le bataillon des sports militaires ; des unités de la direction centrale des renseignements généraux avec le groupement de reconnaissance ; des unités du commandement de la logistique, avec le bataillon de réparation des autos et engins blindés ; la direction centrale du commissariat.

Autres entités à l'honneur : l'armée de l'air avec la base aérienne 01/20 ; la marine nationale avec le

32e groupement naval ; l'armée de terre, représentée par le personnel féminin ; la 40e brigade d'infanterie (40e BI, 36e BI, 40e BIR) ; la zone militaire de défense n°3 ; le 1er régiment du génie ; le groupement para commando, puis enfin les guides lignes qui ont marqué la fin du défilé pédestre avant de céder la place au défilé motorisé. Démonstration des forces humaines, le défilé sert aussi à présenter la logistique qui les accompagne. C'est à ce titre que le ciel de Djambala a été traversé par des hélicoptères de combat ; des avions de transport ; des avions de chasse et mirages.

Le défilé civil

C'est à 11 heures 55 minutes que commence le défilé civil au rythme de la fanfare de l'église kimbanguiste. Les services de la préfecture de Djambala ont ouvert le bal. Joliment habillés, les hommes et les femmes constituant ces carrés ont arraché les applaudissements du public.

Les quartiers de Djambala, les administrations publiques et privées, les sociétés et les entreprises installées dans les Plateaux et sur l'ensemble du territoire national ainsi que les peuples autochtones ont pris le relais avant de passer le bâton aux agents des ministères et des directions départementales. Les onze districts que compte le département ont également marqué leur présence par une forte mobilisation.

Un grand coup de chapeau aux ensembles traditionnels du département qui, à travers une chorégraphie exceptionnelle, ont salué la fête de l'indépendance du Congo organisé sur leur terroir. Dans leurs tenues traditionnelles et sur les tipoyes ancestrales pour les uns, leur passage sur le boulevard de Djambala a été un moment très émouvant qui a détendu l'atmosphère au grand plaisir du Roi Makoko, Auguste Nguempio et de la Reine Ngalefourou présents à cette fête nationale.

Les artisans, les agriculteurs et

autres acteurs économiques du département ont arraché, eux aussi, les applaudissements du public. Parmi eux, les tisserands du raphia, les récolteurs de la pomme de terre et de l'igname ainsi que les chasseurs symbolisés par un homme qui tenait en laisse son chien vêtu aux couleurs du Congo. Les ONGs ont, elles aussi, mobilisé leurs adhérents pour la circonstance. Une parade des sapeurs a apporté un plus aux festivités.

Expression de bon voisinage et reconnaissance au pays qui les a accueillies, les communautés camerounaise, centrafricaine et congolaise (RDC) de Kinshasa se sont associées à cette ambiance festive.

Une démonstration de force des partis politiques

À l'exception des partis politiques présidés par des natifs des Plateaux comme l'Union patriotique pour le renouveau national de Mathias Dzon et du Parti social-démocrate congolais de Clément Mierassa, les autres organisations politiques ont été fortement représentées à cette fête nationale. Auguste Célestin Gangara Nkoua a mobilisé ses militants de l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès. La Dynamique républicaine pour le développement de Hellot Matson Mampoutya a fait le paquet. À côté d'eux, l'Union des forces démocratiques du défunt David Charles Ganao, le Parti républicain et libéral de Nicéphore Fylla de Saint Eudes, le Club-2002 parti pour l'unité et la République de Wilfrid Nguesso, l'Union des mouvements populaires de Elvis Tsalissan Okombi, le Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail de la ministre Claudine Munari, le Parti congolais du travail de Pierre Ngolo, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral de Parfait Kolelas et l'Union panafricaine pour la démocratie sociale de Pascal Tsaty Mabiala.

Roger Ngombé
et Bruno Okokana

FÊTE NATIONALE DU CONGO

Vladimir Poutine et Abdelaziz Bouteflika adressent leurs félicitations au chef de l'État

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, et celui de la République algérienne démocratique et populaire, Abdelaziz Bouteflika, ont présenté leurs compliments à leur homologue de la République du Congo, Denis Sassou N'Gusso.

Dans le premier message, Vladimir Poutine apprécie les relations « amicales et constructives » qu'entretiennent le Congo et la Russie. « Cela s'est confirmé au cours de la visite officielle du président congolais et la rencontre des deux chefs d'État à Moscou l'année dernière », a précisé le chef de l'État russe. Pour lui, le développement ultérieur de la coopération bilatérale dans différents domaines répond aux intérêts fondamentaux des peuples des deux pays et se poursuit progressivement dans le cadre d'assurance de la stabilité et de la sécurité sur le continent africain. Vladimir Poutine a conclu son message en souhaitant « la santé et la réussite » à son homologue congolais, « la paix et le bien-être au peuple congolais ». Depuis belle lurette, la Fédération de Russie entretient d'excellentes relations diplomatiques avec la République du Congo. Le message de félicitations que le président russe vient d'adresser à son homologue

congolais n'est qu'une illustration éloquentes des bonnes relations diplomatiques existant entre Brazzaville et Moscou.

Pour sa part, le Président de la République algérienne démocratique et populaire, Abdelaziz Bouteflika, a réitéré sa disponibilité à contribuer au développement des relations traditionnelles d'amitié et de solidarité qui unissent l'Algérie et le Congo et au renforcement de leur coopération bilatérale. « Au moment où la République du Congo célèbre sa fête nationale, il m'est agréable de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, mes félicitations les plus chaleureuses accompagnées de mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple congolais frère », a écrit le président Bouteflika dans son message. « Je voudrais, également, vous faire part de toute l'importance que j'accorde à l'action que nos deux pays mènent conjointement, sous l'égide de l'Union africaine, pour la préservation de la paix et de la sécurité et la promotion du développement dans notre continent », a souligné le chef de l'État algérien.

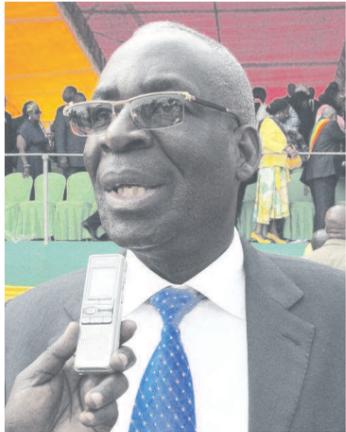
Yvette-Reine Nzaba

Ils ont dit

Les cadres et natifs des Plateaux ont donné leurs impressions aux reporters des Dépêches de Brazzaville. Voici la revue de leurs propos.

Florent Ntsiba, ministre : « Mission accomplie »

« Pour l'heure je peux dire que mission accomplie ; parce que la fête



Florent Ntsiba

s'est bien déroulée. La municipalisation étant un processus, elle se poursuit progressivement sur une période de deux ans. Ayant vu ce qui s'est passé ailleurs, je dirais que les filles et fils du département des plateaux sont un peu satisfaits ».

Pierre Ngolo, Secrétaire général du PCT :

« Un défilé dans le calme et la sérénité »

« Je dois féliciter la façon dont les choses se sont déroulées à Djambala. À travers la mobilisation de la population, on perçoit leur soutien à l'action entreprise par le prési-

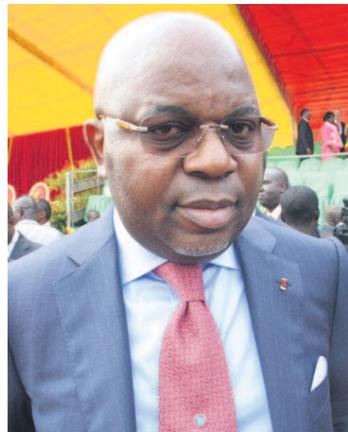


Pierre Ngolo

dent de la République, Denis Sassou N'Guesso pour changer le Congo et le conduire progressivement vers la modernisation et l'émergence. On est heureux de la manière que le défilé militaire et civil s'est déroulé dans le calme et la sérénité ».

Bruno Jean Richard Itoua, ministre :
« Il va falloir évaluer au cas par cas les différents projets »

« Je crois qu'on ne peut que se réjouir de voir que le processus de municipalisation accélérée ait atteint le département des Plateaux



Bruno Jean Richard Itoua

qui est un terroir regorgeant beaucoup de potentialités économiques. Ce que nous avons vu aujourd'hui est le premier jalon d'un processus qui va véritablement changer ce département pour lui permettre de jouer un rôle important sur les plans agricole et de l'exploitation forestière ainsi que sur le plan de l'industrialisation. Après la fête, les membres du comité de suivi de municipalisation doivent maintenant évaluer au cas par cas les projets inscrits au titre de cette opération dans chaque district. Nous comptons instaurer un dialogue permanent avec le comité technique que préside le ministre Jean Jacques Bouya ainsi qu'avec les ministères concernés. Nous utilisons également nos députés qui sont investis de la mission de contrôler l'action du gouvernement ».

Alain Akouala Atipault, ministre : optimiste pour l'avenir du département et du pays.

« C'est un sentiment de satisfaction. On peut considérer que le défilé est une très grande réussite, à l'image du démarrage des travaux de la municipalisation accélérée du département des Plateaux. Je pense que pour l'instant il n'y a pas de raison d'être inquiet sur l'avenir. Ce qu'il faut c'est que le département des Plateaux est au cœur de la République. Je crois que ce qui va se faire ici va favoriser l'intégration de notre pays, l'intégration des populations et bien entendu pour son développement économique. Car, la zone économique spéciale d'Oyo-Olombo se trouve en plein cœur du département des Plateaux. C'est donc une excellente chose. Les populations ont complètement adhéré par leur participation à cette fête. C'est donc une grande réussite, il



Alain Akouala Atipault

faut à nouveau saluer on ne dira jamais assez, la vision futuriste du président de la République. »

Henri Lopes, ambassadeur : « Tout ce que j'ai vu aujourd'hui procède presque du miracle »

« Je suis très émerveillé par la transfiguration de Djambala. En 1966, quand je venais à Djambala, j'avais mis deux jours en chemin pour y arriver. Dans les années 70 lorsque j'étais Premier ministre, je suis revenu ici par avion, l'aérodrome était carrément dans les herbes et il n'y avait absolument aucune infrastructure. Tout ce que j'ai vu aujourd'hui procède presque du miracle. C'est vraiment important de



Henri Lopes

mettre à la disposition des populations de telles infrastructures. Mais, il leur faut également des moyens pour leur permettre de s'épanouir économiquement et socialement pour sortir le département des Plateaux de son enclavement alors qu'on sait que pendant la deuxième guerre mondiale, Djambala fournissait la pomme de terre à la France occupée et à la France libre. Le défilé militaire et civil auquel nous avons assisté a bien réussi. J'invite les filles et fils des Plateaux à conserver ces acquis ».

Paul Victor Moigny, Officier général des Fac :

« ...notre chef-lieu a été une bourgade »

« Je crois qu'on est en train de passer une très bonne fête. Et la municipalisation qui s'inscrit dans le cadre du programme de société du président de la République suit son cours normal. En tant que natif des Plateaux, je suis fier de toute la transfiguration que Djambala a connue en quatre mois. Vous vous

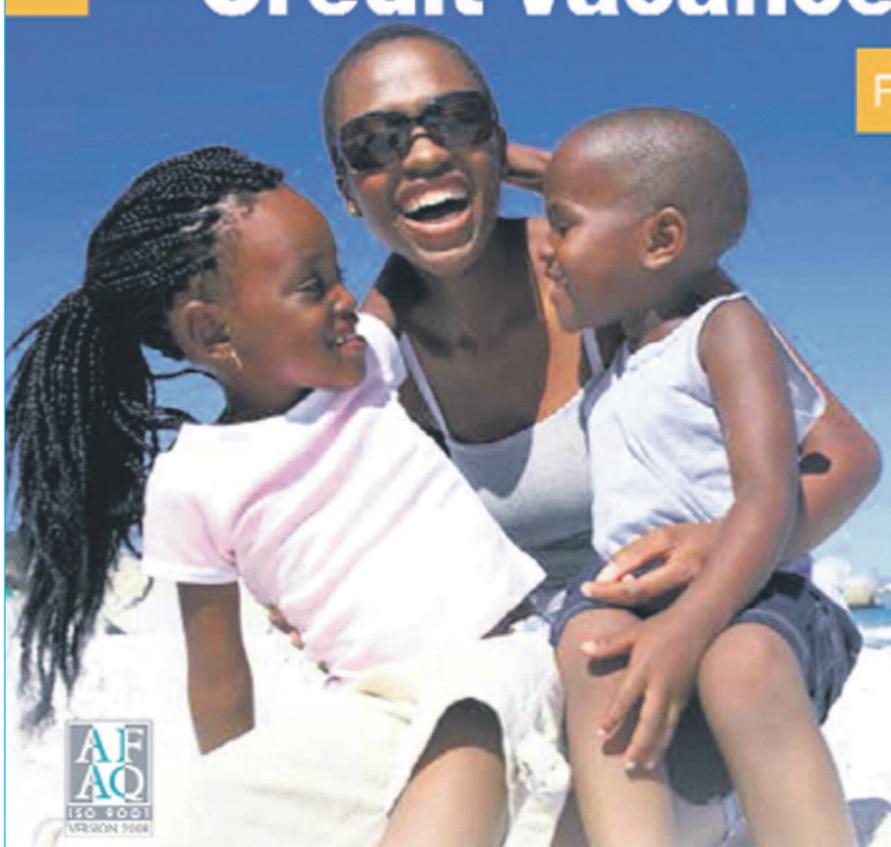


Paul Victor Moigny

souvenez que notre chef-lieu a été une bourgade. C'est pour nous une occasion de féliciter le gouvernement et de l'encourager ».

Guy-Gervais Kitina et Roger Ngombé

Crédit Vacances / Voyages



FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

Jusqu'à
6 000 000
FCFA*

BGFI Bank vous accompagne dans vos vacances dans vos voyages

Durée de remboursement : 18 mois
Taux : 11%
Mise en place : 5 jours ouvrés

Sous réserve que le dossier soit complet et accepté
*Montant maximum

Tél: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqqcongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFI Bank

Votre partenaire pour l'avenir



SMIB

Luka Landa encore vainqueur à Djambala

Dans cette dixième édition, le coureur kenyan a réédité son exploit de la précédente en bouclant les 21,100 kilomètres du parcours en 1h03'49", remportant ainsi sa troisième victoire après celles de 2009 à Brazzaville et de 2012 à Kinkala.

Le coup d'envoi de la compétition a été donné à hauteur du boulevard de Djambala par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. La course a réuni 503 athlètes, dont neuf d'Afrique centrale et onze venant de France et d'ailleurs qui affrontaient les athlètes de tous les départements du Congo.

Les records du traditionnel semi-marathon n'ont pas été battus à Djambala où se courait la dixième édition. Au niveau des épreuves internationales, il est détenu par Luka Lokobe Kanda qui avait réalisé à Kinkala un temps de 1h02'35". Sans surprise, le Kenyan a fait une véritable démonstration en étant le premier athlète à franchir la ligne d'arrivée. Il n'a pas battu son propre record, étant arrivé avec une seconde de retard pour un temps d'une heure trois minutes. Il a toute fois laissé loin derrière lui ses poursuivants.

L'Ougandais Nicolas Kiprono a terminé deuxième lors des épreuves internationales dans la version masculine en 1h04'29" pendant que le Rwandais Dieudonné Disi complétait le podium en 1h05'36". Chez les dames, les Kenyans ont raflé les trois places du podium, pour autant le record féminin de 1h10'03" n'est pas tombé. Il est détenu par Jeruto-Agnès Barsosio. Avec 1h21'50", elle a occupé la troisième place derrière Jerop-Inami Chrchib, 1h15'23", et Je-

meli-Pamela Kipchoge, 1h16'30".

Le tandem Nael Okouké et Jodelle Ossou, une fierté nationale

Les athlètes congolais ont prouvé qu'ils avaient acquis de la maturité et de l'expérience quand ils affrontent les champions d'autres pays. Les performances qu'ils ont réalisées sont non négligeables. Chez les garçons, Nael Okouké a confirmé tout le bien qu'on pensait de lui en l'emportant en 1h08'12" en nationale. C'est sa troisième victoire d'affiliée après celle d'Éwo en 2011 et de Kinkala en 2012. Il a régressé par rapport à la dernière édition où il a fait 1h05'04". Il devance cependant Rony Ompion, son second, qui a réalisé un temps de 1h08'29". Noël Mboundou a complété le podium en 1h10'17".

Chez les dames, Jodelle Ossou s'est distinguée pour la quatrième fois consécutive. Elle s'est imposée en 1h21'30" devant Nina Ombanda, 1h21'35", et Mariane Gana, 1h21'54". Jodelle a accusé trois secondes de retard sur le Smib de Kinkala où elle a fait 1h18'25". Notons que les trois premiers de chaque version ont été respectivement récompensés à hauteur de 2 millions, 1,5 million et 1 million FCFA. Ceux des épreuves internationales ont reçu 500 000 francs de plus que les nationaux selon l'ordre de mérite. Au cours de ce Smib, Raymond Ibata a fait un plaidoyer en faveur de la création d'un centre d'entraînement et de perfectionnement d'athlétisme à Brazzaville. Le président du Comité national olympique et sportif congolais a sollicité l'implication des sponsors du Smib pour l'aboutissement de ce projet.

James-Golden Éloué

FOIRE INTERNATIONALE DE POINTE-NOIRE

Le livre et la lecture y ont leur place

Comme aux deux dernières éditions, la direction départementale du Livre et de la Lecture publique (DDLPP) qui dispose d'un stand a mis des livres à la disposition du public. Visiteurs et exposants à la vingt-septième édition de cette foire ont la possibilité de consulter et de lire des ouvrages de tous les domaines (brochures, manuels scolaires, romans, bandes dessinées, magazines et autres). Différents concours sont aussi organisés sur les lieux.

Le stand du livre est une initiative de cette direction depuis 2011, à laquelle se sont joints cette année la jeune chambre internationale Victory de Pointe-Noire et l'association Tanga in Africa qui œuvrent pour l'éducation de la jeunesse. L'initiative bénéficie cette année de l'appui de la société pétrolière Total E&P Congo.

C'est dans le souci de promouvoir le livre et la lecture, et de permettre au public, surtout jeune, de garder le contact avec le livre ou de le découvrir que la DDLPP est, depuis trois ans, présente au parc des expositions pendant la foire. Thème choisi cette année : « *Le livre à la portée de la jeunesse congolaise* ». La foire de Pointe-Noire est un milieu commercial destiné aux échanges économiques, qui est aussi devenu un lieu de distraction pour les vacanciers, en raison de l'absence d'aires de jeu dans la ville. « *En étant présents à la foire, nous nous rapprochons de la jeunesse et nous lui apportons le livre afin qu'elle l'utilise et s'épanouisse* », a indiqué Alphonse Kala, directeur départemental du livre et de la lecture publique du département du Kouilou. Selon lui, le stand est beaucoup fréquenté par les enfants surtout ceux des quartiers environnants « *qui, au lieu de rester à la maison à ne rien faire, viennent de temps en temps faire leur lecture* ». Quant à savoir si le livre a vraiment sa place dans la foire, ce milieu commercial si bruyant, Alphonse Kala a expliqué : « *Certes, la foire est avant*

tout un lieu d'échanges économiques, mais ces échanges demandent une certaine culture que l'on retrouve dans la conversation, moyen qui nous permet d'échanger, de se cultiver, d'acquérir la connaissance... Et nous pensons que le lieu d'acquisition le plus sûr du savoir, c'est le livre. Alors pourquoi ne pourrions-nous pas apporter le livre là où on parle finances et commerce ? Il faut amener les gens à comprendre que malgré le bruit, on peut toujours trouver un moment pour consulter un livre. Dans tous les cas, il y a des moments où la foire est moins brouillonne. » Des propos approuvés par Mave Mavekono : « *Ce que le stand propose, c'est une distraction saine. Les jeunes qui viennent se distraire à la foire peuvent aussi, dans ce stand du livre, acquérir de nouvelles connaissances. C'est l'occasion pour nous d'informer les parents qui envoient souvent leurs enfants à la foire qu'il y a la possibilité de leur redonner le goût de la lecture pendant ces vacances.* » Par ailleurs, Alphonse Kala a invité les écrivains de Pointe-Noire et du Kouilou à apporter leurs œuvres : « *Il ya des férus de la littérature congolaise qui en demandent souvent. Leur dû leur sera versé après achat des œuvres.* »

Outre les livres, la direction prévoit plusieurs activités, notamment des concours de dictée, lecture, scrabble, mots fléchés et croisés, qui seront sanctionnés par de nombreux prix qui seront remis aux gagnants le 29 août.

L'agenda prévoit des concours de dictée junior et senior le mercredi 21 août suivi le lendemain par un exposé sur Martin Luther King par le poète dramaturge Wilfried Léwale Manda et de la présentation et dédicace du premier livre de l'écrivain Ponténégrin Koutounda Ndadou, auteur de *La Grande Motivation* (roman). Les 23 et 24 août, le public a droit au concours de scrabble, de mots fléchés et mots croisés.

Lucie-Prisca Condhet-N'Zinga

BRIN D'HISTOIRE

Le Congo indépendant et révolutionnaire

C'est sous les hurrahs et les vivats, ponctués par le rythme trépidant d'Indépendance cha cha, que le Congo, notre pays, accède à l'indépendance le 15 août 1960. Avec notre drapeau vert-jaune-rouge, notre hymne national *La Congolaise* et notre voix à l'Onu, notre pays dispose de tous les attributs de l'indépendance. Mais l'indépendance politique est contrariée par la dépendance économique à l'ancienne métropole.

Ce qui était vrai à l'époque l'est, pour l'essentiel, aujourd'hui en raison de notre appartenance à la zone Cfa, arrimée naguère au Franc et aujourd'hui à l'Euro. Avons-nous une autre alternative ? Oui, celle explorée par certains pays africains : battre notre propre monnaie. Au regard de l'expérience peu concluante de la plupart de ces pays, il sied cependant de continuer, même cinquante ans après, de réfléchir pour éviter un saut dans l'inconnu des arcanes monétaires.

Trois ans après l'indépendance, Fulbert Youlou, le premier président du Congo est renversé par une révolution. S'agissait-il

vraiment d'une révolution ? L'interrogation demeure au moment où nous célébrons le cinquantenaire de cet événement qui a transformé la vie nationale. Compte-tenu de la polysémie de ce mot, on peut y mettre tout ce que l'on veut, par effet de mode. Retenons simplement qu'il s'agit d'un changement brutal, et parfois violent, de la structure politique d'un pays. De ce point de vue, on peut dire que les 13, 14 et 15 août 1963, le Congo a vécu une révolution dans la mesure où il y a eu effectivement un changement brutal et violent. Les Martyrs de la Révolution en témoignent : Massamba Raphaël, Lenda Gaston, Tsiété Pierre. Mais on cite aussi le nom d'un quatrième martyr, Dounga Honoré. Même sur les faits contemporains les versions divergent. Notre Histoire reste à écrire.

Si l'on retient que la révolte populaire a été dirigée par les syndicalistes : Ockyemba, Gandou, Pongault, Matsika, Biyaoula, Boukambou Julien, Angor, Ikamba, Bengui, Goma Ganga et autres, sans sourciller l'on peut affirmer que la classe politique au pouvoir a bien été ren-

versée par les travailleurs. Par ce raccourci nous retombons pieds joints dans la définition marxiste de la révolution : « *renversement brutal et violent d'une classe par une autre* ».

Un autre chant a retenti à cette occasion : « *Youlou a tout volé nous bâtissons de nouveau, suffit la liberté, Congo oo* ». Youlou, incarnation du pouvoir contesté, est, dans cette rengaine, opposé à Congo, au Congo notre bien commun, élément référentiel qui doit nous unir, nous réunir autour de la question de son développement. Au lieu de cela les hommes politiques, surtout depuis la fin de la Conférence nationale souveraine, à défaut d'un substrat doctrinal, ont enfermé le pays dans des querelles stériles de chapelles et de positionnement politique. Ils ont enterré définitivement les antagonismes doctrinaux pour les réduire à une expectation des rancœurs et d'ambitions inassouvies ou mal assouvies.

Le cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance et le cinquantième anniversaire de la Révolution des 13, 14 et 15

août 1963 doivent conduire le monde politique à remettre le Congo au centre des débats, des vrais débats susceptibles de baliser théoriquement les voies de son développement. Or, sur le terrain de la vraie réflexion, du débat doctrinal, de la vision du Congo dans le monde, une désespérante aridité caractérise le discours de nos hommes politiques. D'un côté, critique, critique et critique encore et toujours : « *La rancœur avec laquelle les épigones médisent de leurs modèles d'antan s'apparente à la fureur des masses qui mettent leurs idoles en pièces. Installer une idole sur un piédestal, puis la briser, ce sont là deux étapes d'un même rituel* » ; de l'autre, dithyrambe, dithyrambe et dithyrambe concoctées par des fanatiques exaltées.

C'est ainsi que l'homme politique cesse d'en être un. Le mensonge à tous les étages de la vie politique dans notre pays est récurrent. Il « *participe d'une démarche et d'une vision du monde redoublables à l'instant* ». C'est bien là, notre drame.

Mfumu

 www.facebook.com/airtelcongob

**unis
par les meilleurs
tarifs**

Orange CONGO



A chacun son tarif!
**3 nouveaux tarifs
pour mieux vous servir**

Tarif Elengi : Bénéficiez des réductions systématiques de 10% à 99% sur vos appels vers airtel selon l'endroit où vous vous trouvez.

Tarif Prestige : Bénéficiez des réductions dégressives sur vos appels longue durée en local. Passez de 1,5F/Sec la 1^{ère} min à 0,75F/sec la 2^{ème} min et 0,4F/sec à partir de là 3^{ème} min vers airtel, soit 73% de réduction.

Vers les autres réseaux, passez de 1,6F/sec la 1^{ère} min à 1F/sec à partir de la 2^{ème} minute.

Club Biso Fun : rejoignez le club et appelez vos amis en illimité la journée à 1F/sec, et appelez à seulement 0,2F/sec de 0h à 6h vers tous les numéros airtel. Envoyez le maximum de textos à seulement 1F/SMS vers airtel. Restez connecté à facebook gratuitement en tapant le lien O.facebook.com.



airtel

**le réseau qui
nous unit**

souscris : *176#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

Innovation théorique et pratique de la diplomatie chinoise dans le nouveau contexte

Yang Jiechi

Conseiller d'État et Directeur du Bureau pour les Affaires extérieures du Comité central du Parti communiste chinois
2013/08/16

Depuis la clôture réussie du 18^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) et la fin des sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et de la Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC) de cette année, face à de nouvelles situations et de nouvelles missions, le Comité central (CC) du PCC, ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping, a pertinemment appréhendé l'évolution de la situation mondiale et la tendance générale du développement en Chine, avec une vision stratégique et de long terme et sur la base du maintien de la continuité et de la stabilité des grandes orientations de la politique étrangère, adopté une vue d'ensemble sur la situation du pays et la situation internationale en faisant preuve d'une grande perspicacité et d'un esprit novateur et entreprenant pour promouvoir l'innovation théorique et pratique de la diplomatie chinoise. Il a ainsi réalisé un bon départ et une planification générale sur le plan diplomatique, avancé à cet égard un grand nombre d'idées stratégiques, de politiques, de tactiques et de principes de grande importance et engagé une série d'actions diplomatiques majeures, ce qui a permis non seulement de créer des conditions extérieures favorables au développement sur tous les plans du travail du PCC et de l'État, mais aussi d'enrichir et de faire progresser le système théorique de la diplomatie à la chinoise.

I. Le nouveau départ et la planification d'ensemble de la diplomatie chinoise montrent pleinement un caractère stratégique, global et innovant.

À l'issue du 18^e Congrès du PCC, le Camarade Xi Jinping a spécialement choisi de recevoir des représentants des experts étrangers travaillant en Chine pour sa première rencontre diplomatique après sa prise de fonctions, afin de répondre au vif intérêt de la communauté internationale pour les grandes orientations politiques du CC du PCC dont il est le Secrétaire général. Plus tard, le Bureau politique du CC du PCC a organisé une étude collective autour du thème « poursuivre fermement la voie du développement pacifique ». À l'occasion de ces activités internes et externes, le Camarade Xi Jinping a prononcé des discours importants pour présenter la stratégie d'ouverture et la politique étrangère de la Chine, émettant ainsi un message clair à l'extérieur : la nouvelle équipe dirigeante chinoise s'en tiendra à la réforme et l'ouverture sur l'extérieur, à la voie du développement pacifique, à la stratégie d'ouverture mutuellement avantageuse et à la défense ferme des intérêts vitaux du pays.

Depuis la fin des sessions annuelles de l'APN et de la CCPPC de cette année, le Camarade Xi Jinping et d'autres dirigeants du PCC et de l'État se sont rendus respectivement en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord pour effectuer des visites dans de grands pays, des pays voisins, des pays émergents et des pays en développement, et ont reçu en Chine des dizaines de dirigeants étrangers. Les dirigeants chinois ont rencontré, en Chine ou à l'étranger, une centaine de Chefs d'État et de dirigeants étrangers dans des cadres bilatéraux ou multilatéraux, donnant ainsi une forte impulsion aux échanges amicaux et à la coopération pragmatique entre la Chine et le reste du monde. Gérer activement nos relations avec les principaux grands pays. Depuis sa prise de fonctions en tant que Président chinois, le Camarade Xi Jinping a choisi la Russie comme la première étape de son premier déplacement à l'étranger. Cette visite a renforcé la coopération sino-russe dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie et de la sécurité stratégique, et consolidé la base du partenariat global de coordination stratégique entre les deux pays. Lors de sa rencontre avec le Président américain Barack Obama à Annenberg Retreat, à Los Angeles aux États-Unis, les deux parties ont convenu de travailler ensemble pour construire entre la Chine et les États-Unis un nouveau modèle de relations entre grands pays marqué par le respect mutuel et la coopération gagnant-gagnant, ce qui a permis de fixer le cap et de dresser un plan pour le futur développement des relations sino-américaines. La Chine et les États-Unis ont aussi tenu avec succès le 5^e tour de dialogues stratégique et économique, et enregistré des progrès encourageants dans la mise en œuvre des consensus des deux Chefs d'État et la promotion de la construction entre eux d'un nouveau modèle de relations entre grands pays. D'autres dirigeants du PCC et de l'État ont, eux aussi, effectué des visites dans plusieurs pays européens. Nous avons également reçu en Chine le Président français François Hollande et d'autres dirigeants de pays européens pour explorer sans cesse de nouveaux champs d'action dans la coopération pragmatique et mutuellement

avantageuse Chine-Europe.

Travailler énergiquement pour stabiliser et développer nos relations d'amitié et de bon voisinage avec les pays voisins. Les relations entre la Chine et ses pays voisins connaissent, dans leur ensemble, une évolution plus positive. À la session annuelle 2013 du Forum de Bo'ao pour l'Asie, lors de ses rencontres avec des dirigeants étrangers en marge de ce rendez-vous, le Camarade Xi Jinping a présenté de façon concentrée les nouveaux concepts de notre politique intérieure et extérieure pour renforcer la confiance stratégique mutuelle avec les pays concernés et promouvoir nos relations avec les pays voisins. En recevant en Chine des dirigeants de nos pays voisins, comme le Président du Viet Nam Truong Tan Sang, la Présidente de la République de Corée Park Geun-hye et le Premier Ministre du Pakistan Nawaz Sharif, nous avons renforcé nos relations bilatérales avec les pays voisins d'Asie du Sud-Est et d'Asie centrale, et consolidé notre bon voisinage, amitié et coopération avec eux. Concernant la question des Diaoyu Dao et celle de la Mer de Chine méridionale, nous avons défendu fermement notre souveraineté territoriale et nos droits et intérêts maritimes, poussé les pays voisins à traiter et à régler adéquatement les différends par le dialogue et les négociations. Sur la question nucléaire de la Péninsule coréenne, en nous tenant à l'objectif de la dénucléarisation de la Péninsule, nous avons travaillé activement auprès des pays concernés pour contribuer à l'apaisement de la situation dans la Péninsule.

Renforcer et développer vigoureusement l'amitié et la coopération avec les pays en développement. Les visites successives très réussies du Camarade Xi Jinping en Afrique et en Amérique latine traduisent pleinement la haute importance que nous attachons aux pays en développement. En se rendant en Tanzanie, en Afrique du Sud et en République du Congo, le Camarade Xi Jinping, premier Chef d'État chinois à choisir l'Afrique pour son premier déplacement à l'étranger, a ainsi créé un précédent. Il s'est entretenu avec plus de dix dirigeants de pays africains dans le cadre d'un petit-déjeuner de travail, ce qui a permis d'aboutir à des résultats fructueux dans la pérennisation de l'amitié, le renforcement de la confiance réciproque, la promotion de la coopération et la recherche commune du développement. Par ailleurs, les visites du Camarade Xi Jinping à Trinité-et-Tobago, au Costa Rica et au Mexique et ses entretiens bilatéraux avec les dirigeants de huit pays des Caraïbes ont contribué à accroître la confiance politique mutuelle, à renforcer la coopération pragmatique et à élever le niveau global de notre coopération avec les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Orienter le processus de la diplomatie multilatérale en y participant de manière approfondie. Comme l'a souligné le Camarade Xi Jinping lors de ses rencontres avec des dirigeants d'organisations internationales, la Chine préconise et applique activement le multilatéralisme et accorde une grande importance au rôle majeur des organisations internationales comme l'ONU. La Chine s'acquittera des obligations internationales qui lui incombent et engagera une coopération approfondie avec les organisations internationales concernées pour préserver la paix et la sécurité dans le monde, promouvoir le développement et le progrès de l'humanité et répondre aux questions et défis planétaires. Nos relations avec les organisations internationales majeures connaissent de nouveaux progrès. Lors de la 5^e Rencontre des dirigeants du BRICS à Durban, en Afrique du Sud, le Camarade Xi Jinping a intensifié la concertation et la coordination avec d'autres grands pays en développement sur les grandes questions économiques et politiques du monde et œuvré ensemble avec eux à promouvoir la construction institutionnelle du BRICS. La Déclaration de Durban et le plan d'action publiés à l'issue de cette rencontre, annonçant la décision de créer une banque de développement et des réserves de devises du BRICS, ont insufflé une forte vitalité à la promotion d'un nouvel ordre politique et économique international plus juste et plus rationnel.

Innovant dans la continuité, le CC du PCC ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping a donné un nouveau départ grandiose et procédé à une planification globale et équilibrée pour la diplomatie chinoise, la dotant, dans le nouveau contexte, de concepts riches, de priorités bien identifiées, de positions fermes, de tactiques souples et d'un style très marquant, ce qui a permis non seulement de mobiliser pleinement les initiatives de toutes les parties quant au développement de leurs relations avec la Chine et de jeter une bonne base à notre action diplomatique pour la deuxième

moitié de cette année, voire pour les cinq à dix ans à venir, mais aussi de raffermir énergiquement le moral du Parti, de l'armée et de la population et de stimuler considérablement l'enthousiasme de tout le Parti et de tout le peuple multiethnique pour œuvrer avec opiniâtreté à la réalisation des « deux objectifs centenaires » définis par le 18^e Congrès du PCC.

II. Une série de progrès majeurs ont été enregistrés dans l'innovation théorique et pratique de la diplomatie.

Face à une situation internationale complexe, le CC du PCC ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping a su faire valoir le bon style de travail du Parti consistant à associer la théorie à la pratique, faire preuve de courage dans l'exploration et s'en tenir à la coordination parfaite entre la politique intérieure et la politique étrangère et à l'unité harmonieuse entre les spécificités chinoises et les caractéristiques de notre époque, réalisant ainsi, en très peu de temps, une série de percées majeures dans la théorie et la pratique diplomatiques. Ceci révèle sa détermination à innover, son ample vision mondiale, sa pensée stratégique prospective et ses capacités à maîtriser la situation générale, et offre des garanties théorique et pratique solides pour créer une nouvelle situation du travail diplomatique, et saisir et bien utiliser l'importante période stratégique favorable.

1. Avancer l'idée importante du rêve chinois et lui donner un sens profond en vue de renforcer les échanges et la coopération entre la Chine et les autres pays du monde.

Depuis le 18^e Congrès du PCC, lors de ses déplacements à l'étranger et de l'accueil des hôtes étrangers en Chine, le Camarade Xi Jinping a présenté de manière approfondie aux dirigeants et publics étrangers l'idée importante du rêve chinois consistant à réaliser le grand renouveau de la nation chinoise, et leur en a expliqué le riche contenu.

Comme l'a souligné le Camarade Xi Jinping, le rêve chinois est le rêve du peuple chinois multiethnique tout entier et aussi celui de chaque Chinois. La réalisation du rêve chinois nécessite un environnement environnant et international pacifique et stable, et la Chine s'en tiendra à réaliser ce rêve par le développement pacifique. Le rêve chinois étant étroitement lié à ceux des autres peuples du monde, la Chine s'efforcera, tout en réalisant son propre développement, d'entraîner et d'aider les autres pays, notamment les pays en développement et les pays voisins à se développer. Elle partagera davantage les opportunités de développement avec les autres pays pour qu'ils puissent mieux accomplir leurs propres rêves. Elle souhaite réaliser une coopération gagnant-gagnant et un développement partagé avec les autres pays du monde, et le peuple chinois souhaite travailler, à travers la réalisation du rêve chinois, la main dans la main avec les autres peuples pour accomplir le rêve mondial.

La présentation intégrale, approfondie et détaillée du rêve chinois donnée par le Camarade Xi Jinping s'inscrit dans la continuité et le développement dans le nouveau contexte de l'attachement de la Chine au concept important de la voie du développement pacifique. Elle a contribué à une meilleure compréhension et à une meilleure reconnaissance par la communauté internationale de la stratégie du développement pacifique de la Chine, et est généralement appréciée et saluée sur le plan international. Selon de nombreux dirigeants et personnalités de différents milieux de pays étrangers, le rêve chinois est en convergence avec le rêve de leurs propres pays et peuples, et ils sont prêts à travailler ensemble avec la Chine pour réaliser le bel idéal commun de l'humanité. Cette réalité a déjoué de manière énergique les tentatives de certaines forces internationales visant à dénaturer et à dénigrer le rêve chinois.

L'idée importante du rêve chinois a non seulement stimulé considérablement la détermination et la confiance du peuple chinois pour réaliser le grand renouveau de la nation, mais aussi accru fortement l'influence et la convivialité de la Chine à l'égard du reste du monde et renforcé notre position et notre droit à la parole dans les affaires internationales, ce qui reflète pleinement la parfaite cohérence et la grande unité entre nos politiques intérieure et extérieure.

2. Proposer la construction entre la Chine et les États-Unis d'un nouveau modèle de relations entre grands pays, tout en travaillant à promouvoir le développement des relations avec tous les grands pays.

Promouvoir la construction entre la Chine et les États-Unis

(...)

Innovation théorique et pratique de la diplomatie chinoise dans le ...

d'un nouveau modèle de relations entre grands pays et réaliser une interaction bénéfique et la coopération gagnant-gagnant entre la Chine et tous les grands pays, tel est un concept important de la gestion des relations avec les grands pays du CC du PCC ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping. C'est non seulement un choix stratégique fondé sur les enseignements et les leçons tirés de l'histoire et sur une parfaite compréhension du courant de notre époque, et qui associe étroitement les intérêts de la Chine à ceux des autres pays du monde, mais également un besoin intrinsèque pour la réalisation des « deux objectifs centenaires » et un impératif pour la poursuite de la stratégie extérieure globale qu'est le développement pacifique.

La Chine et les États-Unis sont parvenus à un consensus important sur la construction d'un nouveau modèle de relations entre grands pays. Lors du Sommet sino-américain tenu à Annenberg Retreat, le Camarade Xi Jinping et le Président américain Barack Obama ont convenu de travailler ensemble pour construire un nouveau modèle de relations entre grands pays au bénéfice des deux peuples et des autres peuples du monde. Le Camarade Xi Jinping a parfaitement résumé en trois phrases le contenu de ce nouveau modèle de relations : D'abord, c'est une relation non conflictuelle et non antagoniste. C'est-à-dire qu'il faut envisager de manière objective et raisonnable les intentions stratégiques de part et d'autre et se traiter toujours en partenaire et non en adversaire, et gérer adéquatement les problèmes et les divergences par le dialogue et la coopération et non par la confrontation. Deuxièmement, c'est une relation fondée sur le respect mutuel. Ce qui signifie qu'il faut respecter le système social et la voie de développement choisis par l'un et l'autre, respecter les intérêts vitaux et les préoccupations majeures de part et d'autre, travailler à trouver un terrain d'entente par-delà les divergences en faisant valoir l'esprit de tolérance et d'inspiration mutuelle pour progresser ensemble. Et troisièmement, c'est une relation de coopération gagnant-gagnant. Il faut donc rejeter la mentalité du jeu à somme nulle, tenir compte des intérêts du partenaire dans la recherche de ses propres intérêts et promouvoir le développement partagé dans la poursuite de son propre développement pour approfondir sans cesse l'imbrication des intérêts. Par ailleurs, le Camarade Xi Jinping a également souligné que, pour mettre en œuvre le consensus sino-américain sur la construction d'un nouveau modèle de relations entre grands pays, les deux parties devraient élever le niveau du dialogue et de la confiance mutuelle, adopter de nouvelles mesures dans la coopération pragmatique, établir un nouveau mode d'interaction entre grands pays et explorer de nouvelles méthodes pour gérer les divergences. La construction entre la Chine et les États-Unis d'un nouveau modèle de relations entre grands pays est une initiative sans précédent qui serait une source d'inspiration pour les autres. Cette entreprise historique ne s'accomplira pas sans encombre, car il n'y a pas d'expériences toutes faites à suivre. Mais tant que nous voyons clair dans la situation, identifions exactement les objectifs, faisons preuve d'une confiance ferme et déployons des efforts inlassables, nous pourrions certainement assurer un développement sain et régulier des relations sino-américaines.

Dans le même temps, grâce aux efforts actifs et sous l'impulsion de notre pays, nos relations avec les autres grands pays ont également enregistré de nouveaux progrès et de nouvelles percées. La Chine et la Russie ont vu leur confiance stratégique mutuelle s'approfondir sans cesse et le niveau de leur coopération économique et commerciale s'élever régulièrement, avec de nouvelles percées réalisées dans les projets de coopération structurants comme par exemple en matière énergétique. Les deux pays restent en coordination étroite sur les grandes questions internationales et régionales et sur la gouvernance économique mondiale, et de nouveaux progrès ont été obtenus dans leur partenariat global de coordination stratégique. La coopération Chine-Europe s'est étendue dans de nouveaux domaines, l'imbrication de leurs intérêts s'est accentuée sans cesse et le niveau de leur coopération stratégique s'est élevé continuellement. Nous avons également fait des efforts actifs et obtenu des résultats notables dans le développement de nos relations d'amitié et de coopération avec les grands pays en développement et les grands pays régionaux.

3. Faire valoir une juste conception de la moralité et de l'intérêt pour renforcer l'amitié et la coopération avec les pays voisins et les pays en développement.

Traiter correctement les rapports entre la « moralité » et l'« intérêt » est un des principes essentiels de la brillante culture traditionnelle chinoise et une règle morale transmise de gé-

nération en génération par la nation chinoise. C'est non seulement un précepte important de la façon de se conduire en société pour un individu, mais aussi un principe majeur pour un pays dans la gestion des relations internationales. Héritier de la culture chinoise et de la belle tradition diplomatique de la Chine nouvelle, le Camarade Xi Jinping a, face aux nouvelles situations et aux nouvelles tâches dans le développement des relations de la Chine avec les pays en développement et les pays voisins, souligné la nécessité d'adopter une juste conception de la moralité et de l'intérêt dans le développement des relations avec ces pays, de s'attacher à la justice et à l'impartialité et d'accorder une importance primordiale à la moralité sur le plan politique, ainsi que de s'en tenir au bénéfice réciproque et au gagnant-gagnant pour un développement partagé sur le plan économique. Quant aux pays voisins et pays en développement qui sont des amis de longue date de notre pays et qui font face à des tâches ardues de développement, il faut prendre davantage en considération leurs intérêts et nous garder de rechercher des profits aux dépens d'autrui et contre les intérêts de nos voisins.

Nous travaillons à renforcer nos relations avec les pays voisins et les pays en développement à la lumière de cette juste conception de la moralité et de l'intérêt. Lors de son voyage en Afrique, le Camarade Xi Jinping a eu avec des dirigeants africains des échanges francs et sincères au cours desquels il a présenté, de façon exhaustive, la politique africaine de la Chine, avec l'accent mis sur la sincérité, les résultats concrets, l'affinité et l'honnêteté de la coopération avec l'Afrique. Il a notamment souligné la nature mutuellement avantageuse et gagnant-gagnant de la coopération sino-africaine en affirmant que la Chine remplirait scrupuleusement tous ses engagements sans les assortir d'aucune condition politique, pour surtout aider les pays africains à transformer leurs avantages en matière de ressources naturelles en atouts dans le domaine du développement et à réaliser un développement diversifié, autonome et durable. Les propos tenus par le Camarade Xi Jinping ont suscité un vif écho parmi les dirigeants et les populations africains qui affirmaient tous que l'aide de la Chine envers l'Afrique était sincère et visait à contribuer au développement de l'Afrique et que les pays africains faisaient entièrement confiance à la Chine.

La visite du Camarade Xi Jinping à Trinité-et-Tobago et au Costa Rica a permis la conclusion d'un grand nombre de projets de coopération importants, qui traduisent la volonté sincère de la Chine d'accompagner le développement des pays concernés de l'Amérique centrale. Le Camarade Xi Jinping a annoncé l'ouverture par la Chine de crédit préférentiel et de crédit spécial de construction d'infrastructures en faveur des pays des Caraïbes amis de la Chine, initiative saluée par les pays concernés. Et durant sa visite au Mexique, des résultats encourageants ont été obtenus dans la promotion de la coopération économique et commerciale sino-mexicaine, et les deux parties ont annoncé l'élévation de leurs relations bilatérales au niveau de partenariat global stratégique.

4. Décider de renforcer la conception stratégique au plus haut niveau, la mise en œuvre des politiques et la logique de « ligne rouge » dans notre action diplomatique pour défendre fermement les intérêts vitaux du pays.

Le Camarade Xi Jinping a souligné à plusieurs reprises qu'il faudrait, au plus haut niveau, faire une planification stratégique de notre action extérieure de moyen et de long terme. Le CC du PCC, avec une hauteur de vue et une vision d'ensemble, fait preuve d'une grande perspicacité dans ses analyses de la situation générale et d'une forte ambition dans son action et il ne cesse de renforcer la conception au plus haut niveau et la planification stratégique. à travers une série d'initiatives diplomatiques majeures et en associant étroitement nos actions concernant les grands pays, les pays voisins et les pays en développement ainsi que nos actions multilatérales, il a adopté une approche globale et assuré un développement général de nos relations avec les différentes parties, ce qui nous a permis d'atteindre l'objectif prévu de réaliser un bon démarrage, des premiers pas solides et une bonne disposition de nos actions diplomatiques et de jeter une bonne base à la planification globale de notre travail diplomatique de moyen et de long terme.

Le CC du PCC, ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping, très attaché à la mise en application de la politique extérieure, souligne qu'il faut veiller à bien mettre en œuvre les stratégies et les tactiques, s'adapter aux circonstances, réajuster à temps nos politiques, stratégies et tactiques en fonction de l'évolution de la situation internationale et de l'environnement extérieur et gérer correctement les nouvelles situations et questions que nous rencontrons

dans notre travail diplomatique. Il insiste sur la nécessité d'avoir une logique de « ligne rouge », et d'œuvrer, dans la gestion des problèmes, pour de bons résultats tout en se préparant au pire. Comme l'a souligné le Camarade Xi Jinping, la Chine poursuit fermement la voie du développement pacifique, mais nous ne pouvons absolument pas renoncer à nos intérêts légitimes ni sacrifier les intérêts vitaux de l'État. Aucun pays étranger ne doit se faire des illusions sur la disponibilité de la Chine à accepter que sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts de développement soient compromis. Dans notre pratique diplomatique, sans éluder aucune difficulté ni aucun problème, nous nous efforçons de gérer adéquatement nos divergences et frictions avec les pays concernés, et en même temps, de promouvoir les échanges et la coopération dans tous les domaines et d'élargir la convergence d'intérêts à travers la coopération pour préserver nos relations avec les pays voisins et l'intérêt général de la paix et de la stabilité dans la région.

5. Décider de renforcer la planification d'ensemble et la coordination de notre action diplomatique pour assurer la direction centralisée et unifiée du CC du PCC dans le travail diplomatique.

Avec une vision d'ensemble de la situation nationale et internationale, le CC du PCC accorde une haute importance à la planification d'ensemble et à la coordination de notre action diplomatique et souligne que le travail diplomatique doit être doté d'un plan global qui tient compte à la fois de la situation nationale et internationale, placé sous une direction unifiée, et mis en œuvre de façon coordonnée. Il convient aux autorités centrales et locales, aux départements gouvernementaux et associations populaires, et aux différents services chargés des affaires extérieures d'adopter une vision d'ensemble en matière diplomatique, de bien remplir leurs tâches respectives et de créer une synergie, pour, d'un côté, faire valoir pleinement l'esprit d'initiative et la créativité des différents acteurs, et de l'autre, renforcer la direction centralisée en faveur des intérêts nationaux, assurer la bonne concrétisation de la conduite, de la décision, de la gestion et du traitement du travail extérieur par le CC du PCC ainsi que la réalisation de ses objectifs stratégiques sur le plan extérieur. Depuis six mois, le CC du PCC a renforcé la construction institutionnelle, en rationalisant progressivement les mécanismes et systèmes concernés et en élaborant des règlements précis pour renforcer et mieux réglementer les actions extérieures et la gestion des affaires extérieures, ce qui a permis d'améliorer et de renforcer considérablement le rôle de direction centralisée et unifiée, de planification d'ensemble et de coordination du CC du PCC dans nos actions extérieures.

III. Étudier et appliquer en profondeur les nouveaux acquis de l'innovation théorique et pratique sur le plan diplomatique pour ouvrir de nouveaux horizons à la diplomatie chinoise.

Actuellement, la diplomatie chinoise dans le nouveau contexte, après avoir réalisé un bon démarrage et un déploiement stratégique, est d'ores et déjà entrée dans une phase de développement général et en profondeur. En adoptant un regard d'ensemble, nous sommes conscients que la Chine se trouve encore dans une période importante pleine d'opportunités stratégiques où elle peut faire beaucoup de choses tout en faisant face à des défis complexes et sérieux. Les acquis importants de l'innovation théorique et pratique dans le domaine diplomatique réalisés par le CC du PCC ayant comme Secrétaire général le Camarade Xi Jinping ont non seulement jeté une base solide au développement de notre action diplomatique pour la prochaine étape, mais aussi et surtout nous ont montré la bonne direction à suivre. Nous devons étudier et appréhender de façon approfondie l'essence de ces acquis, dresser sans cesse le bilan des expériences pour nous en inspirer dans notre pratique diplomatique. Nous devons redoubler d'efforts, sur la base du bon départ réalisé et dans un esprit novateur, pour optimiser sans cesse la disposition diplomatique, mieux faire jouer le rôle pilote de la diplomatie au sommet, développer activement nos relations avec les grands pays, renforcer la coopération amicale et mutuellement avantageuse avec les pays voisins et les pays en développement, et faire évoluer l'ordre international vers un sens plus juste et plus raisonnable. Il nous faut aussi promouvoir en profondeur les nouvelles idées et concepts diplomatiques, mettre en œuvre la ligne de masse et l'esprit de la « diplomatie au service du peuple » du PCC pour ouvrir de nouveaux horizons à notre travail diplomatique et créer un environnement extérieur favorable à la réalisation du rêve chinois – le grand renouveau de la nation chinoise. (Auteur : Conseiller d'État et Directeur du Bureau pour les Affaires extérieures du CC du PCC).

CONCERTATIONS NATIONALES

Une frange d'opposants rejettent l'ordonnance présidentielle du 26 juin

Face au risque de rupture du contrat républicain, ces opposants dénoncent ledit



Samy Badibanga

acte qui, selon eux, tend à imposer un compromis à la classe politique dans un climat qui ne garantit ni la confiance moins encore l'intérêt du peuple.

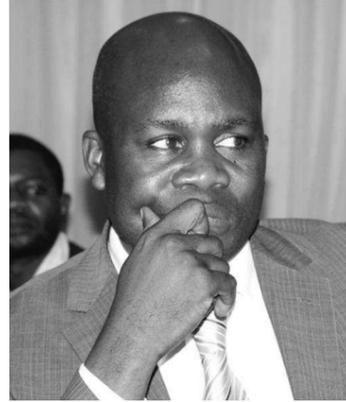
Pendant que le train des concertations nationales s'est déjà mis en marche surtout avec le début des consultations des forces politico-

sociales du pays par le présidium, une frange d'opposants refusent toujours de se mettre au pas en insistant sur la prise en compte de leurs revendications. Ces opposants, qui sont au nombre de quatorze, disent ne pas être concernés par ce qui se passe au Palais du peuple où se retrouvent du reste certains membres de leur plate-forme ne partageant pas leurs vues. C'est donc une opposition divisée dans sa cohésion interne qui fait face à la dynamique actuelle des concertations nationales sans parvenir toutefois à dégager un consensus en interne quant à la manière de l'appréhender. Pendant que certains de leurs pairs mettent un peu d'eau dans leur vin en se gardant de tout extrémisme, le président du groupe parlementaire UDPS et alliés, Samy Badibanga, et ses autres collègues continuent de faire une fixation sur l'exigence de modifier

au préalable l'ordonnance présidentielle n°13/078 du 26 juin convoquant ces assises. D'où remettent-ils en cause tout dialogue se fondant sur cet acte.

Pour ce groupe d'opposants, cela permettrait de restituer ce forum national dans son vrai contexte et surtout de recadrer les choses par rapport aux objectifs visés en tenant compte, bien entendu, « des revendications de l'opposition sans lesquelles un dialogue sincère n'est possible ». Pour eux, cette ordonnance présidentielle dissimule mal les velléités de confiscation des assises en cherchant à imposer à la classe politique « un compromis dans un climat qui ne garantit ni la confiance moins encore l'intérêt du peuple ». Dans leur déclaration politique, les signataires tirent la sonnette d'alarme sur les risques de débauchage qui pourraient éventuellement résulter de ces assises dans un

élan de partage du pouvoir sur fond de reconfiguration de la majorité parlementaire qui n'est



Jean Lucien Bussa

nullement l'objectif des dites concertations nationales.

En plus de la modification de l'ordonnance présidentielle du 26 juin, le trio composé de Samy Badibanga, Jean Claude Vuemba, Jean Lucien Bussa et le reste de leurs collègues s'opposent égale-

ment à la prévision des matières inscrites dans l'ordre du jour des assises telles que proposées par le présidium. Cet agenda, pensent-ils, devrait préalablement faire l'objet d'une concertation entre le présidium, la majorité, l'opposition et la société civile afin de lever toute équivoque.

Là-dessus, ils tiennent mordicus à ce que la question de la légitimité des dirigeants actuels de la RDC soit intégrée comme une des thématiques à traiter au cours de ces assises.

Par ailleurs, concernant la médiation africaine incarnée par le président Denis Sassou N'Guesso, Samy Badibanga et compagnie saluent son plébiscite comme facilitateur du dialogue et le félicitent pour son intérêt à rencontrer le leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, en vue de baliser la voie dans la quête d'un consensus national.

Alain Diasso

La position des démocrates chrétiens après la réunion préparatoire

La Convention des démocrates chrétiens (CDC) décidera de sa participation définitive à l'issue des travaux de la commission préparatoire à mettre préalablement en place avant la rencontre, a annoncé le 14 août son vice-président national, Gilbert Kiakwama Kia Kiziki, au terme d'une session extraordinaire du comité directeur.

Après l'examen des rapports de ses délégués aux différentes rencontres, notamment avec le présidium, sur cette question d'actualité, le Comité directeur a fixé l'opinion sur au moins sept points importants liés aux concertations politiques nationales lors des

échanges sur l'état actuel des préparatifs, qui ont eu lieu le 14 août à son siège national. Avant toute chose, elle a réaffirmé ne pas être opposée à la tenue de celles-ci. À condition, a-t-elle insisté, qu'elles se tiennent dans le strict respect de la Déclaration commune de l'opposition politique du 1^{er} juillet 2013. Par conséquent, elle a exigé la mise en place de cette commission préparatoire mixte et paritaire dans les délais raisonnables. Quant aux conclusions et recommandations des concertations politiques nationales, elles devront, selon elle, être à la fois le fruit d'un consensus nécessaire à observer dans la prise des décisions mais aussi, un autre point important,

être opposables à tous. Si la CDC attend le strict respect de ces exigences avant d'annoncer officiellement une position définitive, par contre elle s'est insurgée « contre toute tendance de réduire les concertations à la formation d'un gouvernement de large consensus ». Enfin, à l'instar d'autres formations de l'opposition, la CDC a soutenu la modération internationale et la facilitation du président Denis Sassou N'Guesso. Sur ce point aussi, elle a rejoint la position d'autres partis de l'opposition favorables aussi au choix du président de la République du Congo pour accompagner les discussions entre Congolais.

Laurent Essolomwa

Vital Kamerhe en périple euro-africain

Son agenda prévoit des rencontres avec les différents chefs d'État signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba à qui il remettra son projet de coopération régionale censé remettre les États des Grands lacs sur les rails du développement.

Le président de l'Union pour la nation (UNC), Vital Kamerhe, se trouve présentement en dehors du pays. C'est ce que vient de révéler un récent communiqué de son parti qui précise que l'ex-speaker de la chambre basse est en tournée euro-africain. Entamée depuis plus de deux semaines déjà, cette tournée devrait permettre au leader de prendre langue avec tous les partenaires impliqués dans la résolution de la crise à l'est de la RDC. Dans l'agenda de Vital Kamerhe, il est prévu des rencontres avec les différents chefs d'État signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba suivant leur disponibilité. Déjà à l'étape d'Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, qu'il a foulée le 13 août, Vital Kamerhe s'est débattu pour vulgariser les résolutions du



Vital Kamerhe

Conclave de l'opposition politique congolaise tout en justifiant les prises de position de cette plate-forme en rapport avec les concertations nationales. Il n'a, par ailleurs, ménagé aucun effort pour « solliciter l'implication de l'Union africaine en sa qualité de signataire de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la mise en place par cette instance d'un comité de suivi en vue de concrétiser l'esprit et la lettre dudit Accord censé ramener la

paix durable dans la région ». Le président de l'UNC, soutient des sources proches de son parti, soumettra aux chefs d'État concernés par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba son projet de coopération régionale pour la mise en commun des efforts afin de mettre fin à la guerre et assurer le développement pour le bien-être des populations des Grands lacs africains.

A.D.

Le Katanga exige l'augmentation du nombre de ses représentants

La sollicitation serait la condition sine qua non de la participation de la province cuprifère à ces assises et de l'acceptation de ses résultats.

Les organisations membres du cadre de concertation de la société civile du Katanga ont estimé insuffisant le nombre de représentants de cette province aux concertations nationales prévues dans les tout prochains jours. Pour ces associations, le Katanga ne sera pas concerné si le nombre de ses participants à ces assises n'est pas revu à la hausse. Selon elles, toute personne originaire de la province qui participerait aux dites concertations avant la prise en compte de ces revendications sera considérée comme un traître qui travaille contre les intérêts de la province. Le Katanga, note-t-on, ambitionne au moins 10% du nombre total des participants. Ces associations ont, en effet, dénoncé la désignation de deux délégués seulement pour la société civile de cette province, de deux participants (gouverneur et président de l'Assemblée provinciale) pour le compte des institutions provinciale et locale, d'un chef coutumier par province. « Cette façon d'agir risque d'aggraver la fracture politique et sociale et cela aura pour conséquence de fragiliser le pays face aux ennemis de la paix, de sa souveraineté et de son progrès socioéconomique », ont noté ces organisations.

Cette réclamation du cadre de concertation a fait suite à celle de la société civile de la province du Katanga, qui a dénoncé « la répartition déséquilibrée des partici-



Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi aux Concertations nationales avec une prédominance de la majorité présidentielle et de leur sympathisants ».

Pour ces ONG, l'importance de la province du Katanga tant sur le plan démographique (10% de la population) que sur le plan économique lui vaudrait un quota de 10% des quatre cent soixante-neuf participants, sinon la province ne sera pas présente à ces assises et les décisions qui y seront prises ne lui seront pas opposables. Dans leurs réclamations, ces organisations de la société civile du Katanga ont, en effet, condamné et dénoncé le manque de transparence dans la procédure de désignation des membres de la société civile, la répartition déséquilibrée de ses membres en privilégiant les Kininois alors qu'à Kinshasa, il n'y a pas autant des problèmes que dans les provinces. Ces ONG ont également fustigé le manque de clarté concernant les rôles et le pouvoir décisionnel des organisations membres des commissions mises en place pour organiser les dites assises, la présence accrue et injustifiée des résidents de la ville de Kinshasa ainsi que la non-prise en compte des problèmes de la province du Katanga.

Lucien Dianzenza

COUR SUPRÊME DE JUSTICE

Controverse autour de l'immunité du député Muhindo Nzangi

On s'interroge dans l'opinion sur le sens de l'article 107 de la Constitution qui garantit aux députés nationaux la jouissance de leurs immunités alors que cette disposition est constamment bafouée dans les faits.

L'affaire fait grand bruit dans les milieux judiciaires et parlementaires. Ce n'est pas tous les jours qu'un député national est traduit en justice et jeté en prison. Et pourtant, c'est ce qui vient d'arriver au député Muhindo Nzangi, cadre du Mouvement social pour le renouveau (MSR), condamné à trois ans de prison ferme pour atteinte à la sûreté de l'État au terme d'un procès en flagrance. Cette décision judiciaire suscite actuellement une vive controverse dans les milieux politiques où l'on s'interroge sur le sens de l'immunité parlementaire dont n'a, hélas, pu bénéficier l'infortuné. Pourquoi ?

À l'opposition, c'est le tollé général. On croit savoir que l'incriminé dont les propos tenus sur une station de radio émettant à Goma étaient jugés subversifs était bel et bien en vacances parlementaires et, de ce fait, ne pouvait pas être poursuivi, arrêté ou détenu à la suite de ses opinions. «Lorsqu'un député est en vacances parlementaires et qu'il émet des opinions pendant ses vacances, il ne peut être poursuivi en justice», estime Justin Lengaj, un membre du MLC. Il estime que l'article 207 de la Constitution qui garantit aux députés la jouissance de leurs immunités a été bafoué. «Il y a des conditions requises pour qu'ils soient poursuivis, recherchés, arrêtés, jugés ou détenus», indique-t-il tout en précisant que dans le cas d'espèce, l'immunité de Muhindo Nzangi devrait agir. Pour



Des députés nationaux pendant une plénière

certain juristes cependant, la procédure de flagrance dans ce cas a été respectée par la Haute cour d'autant plus que la Constitution autorise qu'un parlementaire pris en flagrant délit soit poursuivi par la justice. Intervenant sur la radio onusienne, Tshibangu Kalala tient à fixer les esprits sur les fameuses immunités parlementaires: «Elles ont pour but de permettre au parlementaire de travailler dans des bonnes conditions sans être inquiété. Au cours d'un débat parlementaire en plénière, lorsqu'un député demande la parole pour donner son opinion ou ses avis, on ne peut pas le poursuivre en justice parce qu'il a dit des choses. Ça peut se faire également dans le cadre d'une commission parlementaire. Là, c'est l'exercice de son mandat en tant que parlementaire. C'est bien encadré, c'est bien limité», dit-il. En dehors de la plénière ou en commission, cette immunité ne joue pas en faveur d'un député qui émet ses opinions. Dans ce contexte, précise-t-il, le député devra rester prudent car il peut être à tout moment poursuivi pour imputations dommageables, calomnie ou pour tout autre fait

répréhensible. Gare à toute déviation Abordant dans le même sens, d'autres acteurs politiques de la majorité essentiellement estiment qu'il ne faut pas faire de l'amalgame dans ce dossier judiciaire qui ne concerne qu'un député national. «La faute commise par le député Muhindo Nzangi est individuelle et non collective», soutient un analyste tout en considérant qu'il en paye le prix en répondant seul de ses actes. Dans certains milieux, l'on craint une déviation dans le chef de la justice qui risque de s'en prendre désormais aux députés sans tenir compte de leurs immunités. Là-dessus, des exemples sont légion. Le plus navrant dans tout ceci, soutiennent d'autres sources, c'est le fait que le député MSR aurait été traité sans ménagement après sa participation à l'émission «Kivu One» dans laquelle il avait tenu les autorités politiques congolaises pour responsables de l'instabilité chronique dans laquelle croupit le Nord-Kivu. D'après certaines sources, il aurait été ramené sous escorte militaire à Kinshasa où son procès a été organisé en procédure de flagrance.

Alain Diasso

L'Acaj s'insurge contre la condamnation du député Muhindo

Pour l'association, cette décision de la Cour suprême de justice (CSJ) est une atteinte flagrante à liberté d'expression et d'opinion.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a dénoncé la condamnation du député national Muhindo Nzangi par la CSJ à trois ans de prison ferme pour «atteinte à la sûreté interne et externe de l'État» à l'issue d'un procès «non juste et non équitable». Pour l'ONG, la décision de cette cour est décevante. «Elle a pris en compte, pour justifier la condamnation du député, un moyen de preuve obtenu en violation flagrante des règles de procédure pénale et de sa propre jurisprudence comme l'a démontré la défense lors de l'instruction», a déclaré le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba.

Pour ce juriste cité dans un communiqué de l'Acaj du 14 août, la CSJ a, une fois de plus, raté une occasion pour démontrer sa capacité de protéger les principes d'un procès juste et équitable.

Dans cette réaction, l'Acaj a rappelé que nul ne peut être jugé et condamné pour avoir exercé ses droits et libertés fondamentaux ou en avoir encouragé d'autres. «Le fait d'avoir exprimé ses opinions sur la gestion de la guerre de l'Est et/ou encouragé la société civile du Nord-Kivu à organiser une marche pacifique ou un sit-in devant les installations de la Mousco ne pouvait pas valoir au député Muhindo une condamnation à la prison ferme de trois ans», a appuyé le président de l'Acaj.

Cette ONG a également dénoncé le refus du procureur général de la République (PGR) d'exécuter la décision de la CSJ, du 12 août, qui avait converti la détention préventive du député mis en cause, en résidence surveillée. «Elle s'ajoute aux trois autres que la CSJ a déjà rendues notamment en faveur de M. Eugène Diomi Ndongala et que le PGR ne veut toujours pas exécuter», a expliqué Me Georges Kapiamba.

L'Acaj a, devant ce constat, encouragé le député Muhindo Nzangi à contester cette décision devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour violation notamment des principes d'un procès juste et équitable. Il est rappelé que le député Muhindo, membre d'un parti de la majorité présidentielle, a été arrêté le 11 août à Goma par des agents de l'Agence nationale de renseignement (ANR) après son intervention à la radio Kivu One. Il a été acheminé à Kinshasa, menotté, où il a été jugé et condamné, le 13 août, à trois ans de prison ferme. La CSJ lui a reproché d'avoir critiqué la gestion de la guerre de l'Est par le gouvernement et la mission onusienne.

Le député mis en cause a déclaré à l'Acaj que les agents qui l'avaient arrêté ne lui avaient pas notifié le motif de son arrestation ni lui laissé la possibilité d'informer son épouse et ses avocats. Cette ONG a noté que la CSJ a, sous RP 015/CR, fondé sa condamnation essentiellement sur un enregistrement sonore dont l'authenticité et les conditions d'obtention ont été sérieusement contestées par la défense conformément à la procédure pénale et sa jurisprudence constante.

Lucien Dianzenza

SONDAGE

62% des Kinois contre un gouvernement d'union nationale

Contre toute attente, l'opinion n'adhère pas à l'initiative du présidium des concertations nationales de remettre en question l'exécutif national en place au profit d'une nouvelle équipe qui émanerait des conciliabules politiques.

Un sondage de l'Institut LesPoints, publié le 17 août, a révélé le rejet par la population kinoise de la démarche des concertations nationales visant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale à l'issue des travaux. Clairement, le nouveau virage que veut aborder la RDC ne rassure pas les kinois quant à leurs lendemains. Ils préfèrent mieux naviguer sous la conduite de l'équipe en place plutôt que voguer dans l'incertitude avec une nouvelle équipe mixte dont les visées restent à déterminer.

La population kinoise a émis son opinion quant à la nécessité ou pas de mettre en place un gouvernement d'union nationale après les concertations. Globalement, 62% de la population sont contre la mise en place d'un gouvernement d'union nationale estimant que l'heure est à l'organisation des élections provinciales et locales plutôt qu'à des conciliabules qui ne lui profiterait que très peu. Selon elle, la mise en place d'un gouvernement d'union nationale ne ferait que retarder les échéances électorales et remettrait en cause la légitimité de toutes les institutions en place.

Pour cette catégorie des sondés, un gouvernement d'union nationale ne garantit pas en soi la cohésion nationale. Au contraire, note-t-elle, il consacrerait le mépris des desiderata du souverain primaire et le triomphe des intérêts politiques. En outre, les sondés considèrent que les efforts fournis par le gouvernement en place sur le plan macroéconomique, diplomatique, sanitaire et des projets positifs en cours pour l'amélioration des conditions du citoyen congolais sont totalement ignorés par la classe politique qui ne jure que par le partage du gâteau. L'intégration de l'opposi-

tion risque de mener le pays dans un nouveau cycle de crises intergouvernementales.

En plus, les enquêtés ne s'imaginent pas un seul instant qu'un gouvernement dont la tête serait confiée éventuellement à un membre de l'opposition congolaise soit capable de donner des solutions à leurs problèmes quotidiens. Ils préfèrent de loin le tâtonnement de l'équipe en place plutôt que l'incertitude qui caractériserait une équipe ministérielle issue des concertations. La confusion qui a caractérisé l'opposition à la veille de la présidentielle de novembre 2011 et celle de ce jour risque de s'incruster au gouvernement au point de constiper la machine. La population n'est pas consentante à la modification de l'article 220 de la Constitution, fussent-elles masquées.

Cependant, ces sondés adhèrent à l'idée d'un renforcement de l'équipe Matata en remplaçant les ministres les moins méritants.

Par contre, 22% de la population sont favorables à la venue d'un gouvernement de large union nationale, ou le principe de partage équitable et équilibré du pouvoir sera respecté. Une telle équipe, affirment-ils, aura le mérite de ramener la paix dans l'est de la RDC et préparer le pays aux futures élections. Elle apaiserait également les tensions nées de la dernière présidentielle de 2011 et redonnerait l'espoir à tous les Congolais.

Pour conduire ce gouvernement, (65%) des sondés font confiance à Étienne Tshisekedi. Mais le leader maximo est moins intéressé par les concertations nationales et par le gouvernement qui en serait l'émanation. Il n'est intéressé que par la reconnaissance de «sa victoire» à la dernière présidentielle. En deuxième position se trouve l'actuel Premier ministre Augustin Matata Ponyo (17%) suivi de Vital Kamerhe (12%), Léon Kengo (3%), Évariste Boshab (1%), Adolphe Muzito avec moins de 1%.

Jeanott Kayuba

PLANIFICATION FAMILIALE

C-Change préconise un dialogue franc entre les parents et leurs enfants

La structure poursuit sa campagne de sensibilisation dénommée «Prévention de grossesses précoces» en ciblant, cette fois-ci, les parents après avoir informé les professionnels des médias et les représentants des ONG.

L'organisation C-Change a donné rendez-vous aux parents, le 14 août, dans la salle polyvalente Mama Maria de la paroisse Notre-Dame du Congo dans la commune de la Gombe. Les différents intervenants qui ont animé cette sensibilisation ont tous été unanimes que les parents sont tenus de dialoguer avec leurs enfants sur la sexualité pour leur éviter des grossesses précoces dont les conséquences sont incalculables parce que la maturation des hormones susceptibles de maintenir et protéger la grossesse est encore inachevée. Les grossesses précoces sont à la base de décès de près de trente pour cent d'adolescents.

Mais il est possible d'arrêter cette situation si les parents parlent sans tabou de la sexualité à leurs enfants qui par manque d'informations et de connaissances se laissent emporter par des informations erronées. C'est pourquoi C-Change recommande aux parents d'avoir l'habitude de dialoguer régulièrement et cela sans retenue avec leurs enfants adolescents sur la sexualité. «Ils doivent leur montrer les désavantages qui découlent de la pratique des rapports sexuels précoces dont la mort qui peut survenir avant, pendant ou après l'accouchement, la déperdition scolaire et les handicaps physiques chez les adolescentes», a déclaré C-Change. Cependant, aux adolescents, il leur a été demandé de pratiquer la planification familiale pour se préserver des grossesses précoces.

Aline Nzuzi

FUNÉRAILLES

La dépouille de Likinga à Kinshasa en début de week-end

Aux dernières nouvelles, le rapatriement du corps du chanteur est prévu pour le 23 août grâce au concours de l'ambassade de RDC en France, sous la direction du chanteur Canta Nyboma et du guitariste Beniko Popolipo, chargés de l'organisation des obsèques.

L'information propagée sur Facebook apprenait aux mélomanes congolais que Likinga Redo était mort par arrêt cardiaque à l'hôpital de Reims le 8 août à 17h30.

Né à Kinshasa le 15 mars 1954, il est donc décédé à 59 ans laissant quatre orphelins. L'on apprend que l'an dernier, il avait perdu sa fille Viya (la trentaine accomplie) née de sa relation avec une Congolaise de Brazzaville. En 2009, dans une interview accordée à la radio Réveil FM à l'occasion de la sortie de son album de louanges Repentance, l'ex-chanteur de Zaïko Langa-Langa affirmait alors qu'il avait « décidé d'aller de l'autre côté de la barrière ». C'était sa manière à lui d'expliquer son passage à la musique dite chrétienne. En effet, comme le souligne www.KongoTimes.inf, « ces trois dernières an-

nées, Redo s'était retranché dans la prière après avoir donné sa vie au Seigneur Jésus-Christ ». La rude expérience de la prison et de la maladie, comme en témoignait l'illustre disparu lui-même en avril 2009, l'avait résolu à s'en remettre au créateur. « La gloire est au Seigneur notre Dieu et pas pour l'homme que je suis. Dieu m'a aidé dans ma longue maladie et m'a sauvé de la mort. J'ai à cette occasion fait le bilan de ma vie d'artiste et je n'ai rien trouvé à montrer comme trophée ou acquisition de quelque sorte. Je me suis retrouvé tout à coup seul, tout seul, c'est le vrai bilan que j'ai pu faire. Cela arrive également à d'autres que moi, le seul à être fidèle dans tout, c'est Dieu. Dans mon cas, les fans de toutes les belles chansons que j'ai écrites et chantées n'étaient plus avec moi, c'est la vie. Dans ma solitude et ma maladie, le Seigneur notre Dieu est seul venu à ma rescousse », expliquait-il à Réveil FM.

On retiendra de la biographie du feu chanteur à la voix mélancolique qu'il avait amorcé sa carrière musicale en 1969 au sein des deux jeunes groupes

de la commune de Kinshasa, à savoir Les Malou et Sensationnel, aux côtés de son meilleur ami, Doris Ebuya. www.KongoTimes.inf nous dit qu'il avait ensuite « franchit timidement les portes de la gloire en 1971 dans Empire Bukuba du trio Kadima composé de Kabasele Yampanya, Dilu et Matohu Dode ». Et le site de poursuivre qu'il avait été accueilli dans Zaïko Langa-Langa de DV Moanda en 1975 en remplacement de Papa Wemba arraché par la vague Lokole Isifi. C'est une fructueuse carrière qu'il a connue dans cet orchestre. Ce ne sont pas les mélomanes de la génération Zaïko qui diront le contraire. Car, nous dit-on, « toutes les chansons qu'il a interprétées se sont révélées des tubes. Et c'est véritablement le succès de Elo, Moselebende, Muvaro, Pacha Labaran, Sentiment Ava, Manzaka ebende, Makanzi, Viya et autre Antalia lui a permis de devenir une véritable idole de la chanson. Likinga a apporté dans ces oeuvres toute sa sensibilité et son charme. Peut-être un peu trop », nous renseigne www.KongoTimes.inf.

Nioni Masela

SANTÉ

Bientôt le recrutement des animateurs des divisions provinciales

La question a été au centre de la réunion du comité de coordination technique que le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a présidé le 13 août dans la salle Ngwete de la direction d'études et de planification du ministère de tutelle.

L'objectif de la réunion au cours de laquelle ont pris part les différents directeurs des directions et des programmes spécialisés du ministère de la Santé et les partenaires intervenant dans ce domaine était de préparer le lancement du processus de sélection de chefs des vingt-six divisions provinciales de la santé, qui seront bientôt dotées des animateurs compétents dûment sélectionnés après concours, et des chefs des métiers des dites divisions. Il était aussi question de faire le point du niveau d'exécution de la feuille de route de la mise en place des divisions provinciales de la santé; de valider le projet d'arrêté ministériel relatif à l'organisation du comité de suivi de la mise en oeuvre de la réforme de l'administration du secteur de la santé; de valider les outils de sélection des chefs des divisions provinciales de la santé et des métiers et enfin d'examiner les directives de réorganisation des inspections provinciales de la santé. Tout est déjà fin prêt pour procéder au recrutement des animateurs des divisions provinciales de la santé. Le calendrier du processus de recrutement a été même validé au cours de cette réunion. Pour le ministre de la Santé publique, la mise en place des divisions provinciales de la santé s'inscrit dans le processus de la réforme du secteur de la santé. « Nous avons validé tous les outils de recrutement. Nous allons donc lancer, dès la fin de la semaine prochaine, le recrutement des chefs de divisions provinciales de la santé et des chefs de différents métiers. cela va se faire en respectant les normes de la décentralisation », a-t-il précisé.

Aline Nzui

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe tombe à Bizerte

La troisième journée du groupe B de la phase des poules de la Coupe de la Confédération n'a pas été fameuse pour le TP Mazembe. Les Corbeaux du Katanga ont été battus, le 16 août, au stade du 15 Octobre de Bizerte (Tunisie) totalement vide, par CA Bizerte sur le score d'un but à zéro. L'unique but de la partie a été inscrit à moins de trois minutes de la fin du temps réglementaire par Yassine Salhi.

Pour ce match en déplacement de Mazembe, le coach français Patrice Carteron de Mazembe s'était privé du Ghanéen Salomon Asante revenu le 15 août d'Istanbul où le Ghana a fait un nul de deux buts partout avec la Turquie, et aussi du récupérateur Zambien Nathan Sinkala qui a débuté sur le banc. Il a donc placé Robert Kidiaba dans les perches et devant lui, le Ghanéen Richard Kissi Boateng sur le flanc gauche de la défense et Éric Nkulukuta à droite. Joël Kimwaki et le Zambien Sunzu Stopila ont été dans l'axe de la défense. Et de manière inhabituelle, le Zambien Given Singuluma, souvent attaquant, a assumé le rôle de récupérateur avec le Ghanéen Adjei. Trésor Mputu a été aligné en position de maître à jouer dans l'axe avec devant lui le trio d'attaquant avec composé de deux Tanzaniens Thomas Ulimwengu et Bwana Ali Samata sur les flancs gauche et droit, et dans l'axe le Ma-



lien Traoré. Le coach Bizertin Monther Kbaier a titularisé le gardien F. Ben Mustapha; et dans le champ, il a fait confiance à H. Mathlouthi, H. Haj Mabrouk, Fakhreddine Jaziri, A. Jaber, A. Harrane, C. Bargaoui, N. Hadhrea (remplacé par Mamout Saine), Yassine Salhi, A. Rejaibi (remplacé par H. Harbaoui) et le Rwandais Olivier Karikazi (remplacé par A. Machani). Après avoir subi la domination des Bizertins pratiquement tout au long de

la partie, les Corbeaux ont finalement rendu les armes à la 87^e minute sur une frappe de seize mètres de Yassine Salhi aidé par une bourde du gardien de but Kidiaba qui pourtant a été intraitable dans les 86 minutes du match. Et le coach Patrice Carteron a dit sa déception après la défaite : « Je suis très déçu parce qu'on avait fait deux très bons matches jusque-là à Sétif puis à Lubumbashi face au FUS. Mais aujourd'hui bravo à cette équipe de Bizerte qui a su nous mettre en dif-

ficulté. Une équipe qui a montré plus d'envie pour aller chercher un résultat. Certes, on aurait pu ramener un nul mais sur l'envie de l'adversaire, sa générosité, le football a choisi son camp. Être battu sur l'envie, pour moi en tant qu'entraîneur est une chose qui me touche au plus haut point. Je saurai corriger ce qu'il faut corriger pour qu'on ait plus de motivation sur le terrain durant la suite de la compétition ». Le technicien français s'est aussi empressé d'être solidaire envers

son gardien de but Robert Kidiaba sur le but encaissé en toute fin de partie sur une bourde. « Les défaites, on les assume tous ensemble, moi le premier. Mon but c'est une fois encore de corriger ce qui n'a pas marché, et à l'image de ce match contre CAB que nous avons complètement manqué, nous nous remettons vite au travail. Robert Kidiaba a retardé l'échéance pendant bien longtemps dans ce match, on ne peut pas lui attribuer cette défaite. On a deux rencontres à jouer à Lubumbashi qu'il faut gagner; au classement final ça sera très serré. Nous avons manqué d'humilité, les joueurs étaient prévenus mais ça s'est joué sur une petite erreur. On aurait même mérité un nul après avoir commis trop d'erreurs dans ce match. Dommage pour nous, mais je ne suis pas surpris de la prestation de CAB. Bizerte est un concurrent plus que sérieux dans ce groupe ».

Au classement, le CA Bizertin rejoint Mazembe avec quatre points qui cependant dispose d'une meilleure différence de buts que le club tunisien. Et les deux équipes se retrouvent, le 1er septembre, au stade TP Mazembe pour la 4^e journée du groupe B. Et pour ce faire, le comité directeur du CA Bizerte va organiser un vol spécial vers Lubumbashi de manière à emmener des supporters.

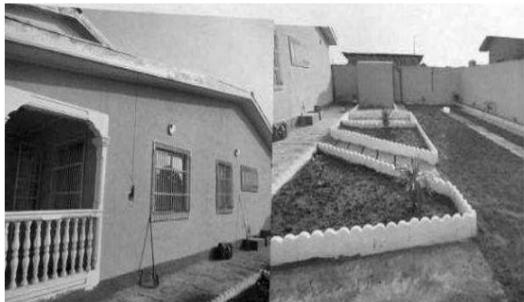
Martin Enyimo

DÉCLARATION DE PERTE

Mme Elham Muhieddine de nationalité Libanaise demande à toute personne ayant ramassé son passeport Libanais de bien vouloir contacter M. Hussein Mamoud au 06 668 27 68
Une récompense est réservée à cette aimable personne.

Villa à louer

Ngoyo la plaine (Pointe-Noire) 400 m²



3 chambres à coucher dont :
-1 chambre parents avec salle de bains + chauffe eau
-2 chambres enfants + 1 douche complète
-Salon + salle à manger
-1 cuisine
-2 terrasses
-W.C extérieur
Tel : 06 939 52 59
N.B. ces indications sont accompagnées de la photo

VENTE IMMOBILIERE

Particulier vend terrain avec villa, côte sauvage, 5 mn de la mer, non loin du Twiga à Pointe -Noire.
Contacter Me Bembelly
05 749 15 17/06 688 62 79.
Prix interessant.

IN MEMORIAM



Théodore Miéré
19 août 1988 – 19 août 2013
En commémoration du 25^e anniversaire de la mort de celui qui, par sa mort, leur a montré qu'il était digne de vivre et continue à vieillir avec eux, Veuve Miéré Claire, enfants et petits-enfants Miéré convient leurs bien-aimés à s'unir à leurs prières d'action de grâces en célébration eucharistique. Samedi 24 août à 15h en l'église Notre Dame de l'Assomption (Centre-ville) derrière l'hôpital militaire Pierre Mobengo.
Puisque nous vivons, pour nous, Nana, Tara, Nkaka Miéré, tu n'es pas mort... « puisque le véritable tombeau des morts est le cœur des vivants » (Jean Cocteau).
Puissons-nous continuer à être fidèle à tes valeurs et à tes principes !
Lux aeterna luceat 20, eis Domine. Amen

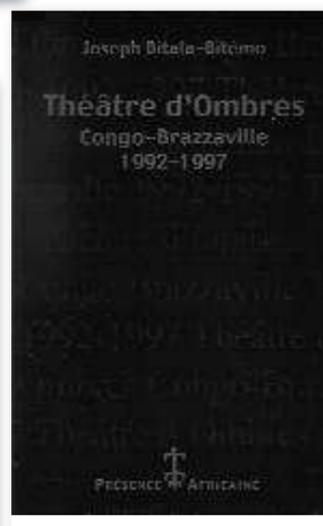
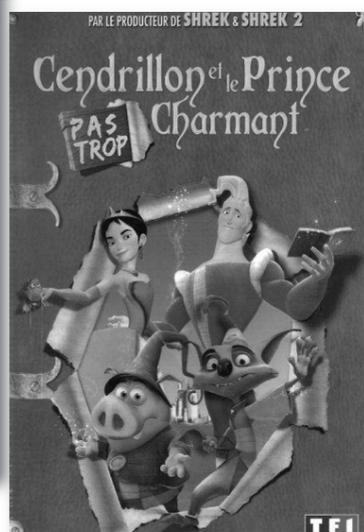
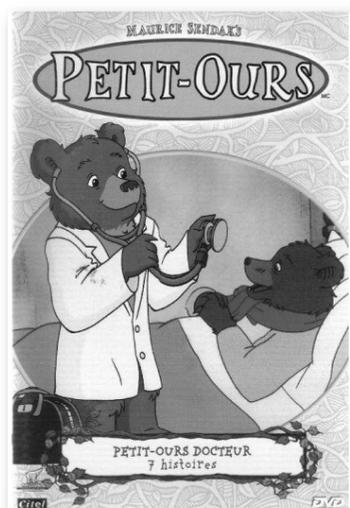
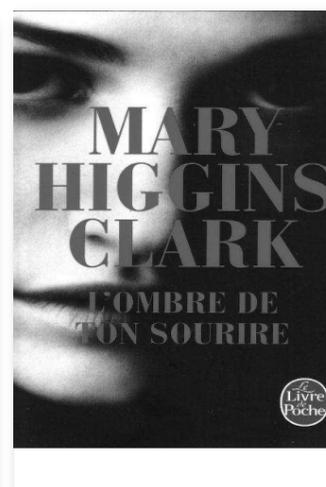
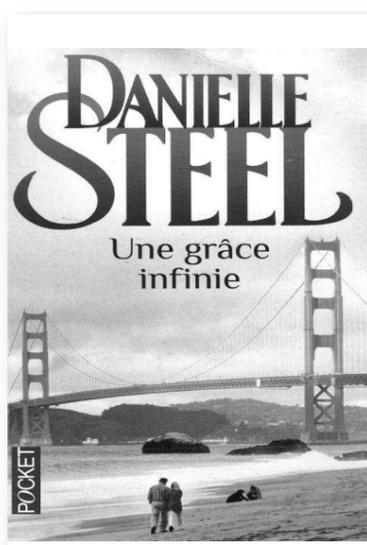
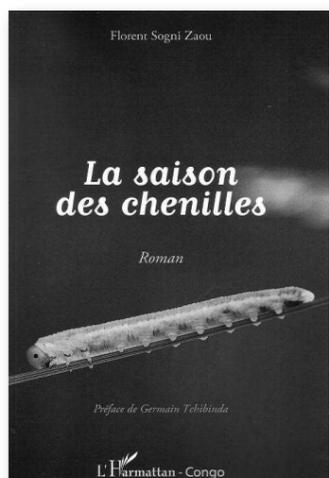


18 août 2012 – 18 août 2013, voici un an, jour pour jour, qu'il a plu au seigneur de rappeler à lui madame Nianga née Dimi Alphonsine, l'arrachant à la profonde affection des siens.
En cette date commémorative, monsieur Nianga Prosper et enfants, remercient infiniment tous ceux qui les ont soutenu de près ou de loin de cette douloureuse épreuve et prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée spéciale et pieuse pour elle.
À cet effet, une messe a été dite en son honneur le dimanche 18 août à 6h 30 à la basilique Sainte-Anne de Poto-poto.



18 août 2013 – 18 août 2007
jour pour jour cela fait 6 ans que la mort arrachait brutalement à l'affection de sa famille Samson Mbankoua. En ce jour de triste anniversaire, la veuve Mbankoua née Awa Anne, les enfants Mbankoua et petits-fils prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Cher époux, cher papa et papy nous ne t'oublierons jamais.
À cet effet, une messe d'action de grâce a été dite le 18 août en la paroisse Fatima à Mpila.
Paix à son âme.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE





Connecte-toi à MTN 3G+ et découvre sa vitesse !

- Surfez encore plus rapidement.
- Découvrez plus de multimédia en Haute Définition.
- Téléchargez vos jeux et applications en grande vitesse.

Pour plus de renseignements visitez notre site www.mtncongo.net ou rejoignez-nous sur :

www.facebook.com/MTNCONGO
[@mtn_123](https://twitter.com/mtn_123)
www.youtube.com/user/MTNFanClub
www.linkedin.com/company/mtn-congo



Ce Nouveau Monde, il est pour toi.

CHRONIQUE

Une sacrée soirée,
Miss Indépendance !

Sous la baguette de Médard Milandou, maître de cérémonie, la septième édition du concours de beauté Miss Indépendance a dévoilé la superbe plastique des filles d'un département des Plateaux extrêmement riche par sa diversité culturelle et a confirmé par la même occasion, s'il en était encore besoin, que l'organisation « Lumières d'Afriques » est déterminée à s'améliorer d'année en année.

Oui, on peut le dire, et le nombreux public qui a envahi les jardins de la résidence du président du Conseil départemental des Plateaux, le 14 août dès 18h30, ne nous démentira pas si l'on affirme que cette cérémonie fût belle et tellement riche en couleurs et rebondissements. Vingt deux filles du terroir se sont donc prêtées au jeu de la compétition séduction pour représenter les onze districts du département que sont : Abala, Allembe, Djambala, Gamboma, Lekana, Makotipoko, Mbon, Mpouya, Ngo, Ollombo et Ongoni.

Sur un décorum orchestré et déroulé en quatre heures le public a eu droit à des feux d'artifices qui ont accueilli la première dame, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine de la cérémonie, précédant une première sortie de princesses couronnées en tenue tradi-moderne constituée par une grande robe en raphia ornée de cauris.

La seconde sortie, probablement déterminante pour le jury, a mis en valeur les jeunes compétitrices qui ont exhibé, par paires, des chorégraphies de leurs contrées respectives. Il faut dire qu'à cette étape de la cérémonie le design était déjà remarquable et approprié au thème du département dont le tissu de prédilection est le raphia et la couleur rouge sans omettre la peau de panthère (animal symbolique).

La troisième sortie, que l'on pourrait qualifier de classique, car mettant en valeur les miss dans des tenues en pagne africain aux couleurs nationales, à savoir le vert le jaune et le rouge, a permis de rappeler combien les chorégraphies étaient savamment préparées par une équipe organisatrice déterminée à faire le show.

La quatrième sortie, en maillot de bain, a subjugué le public. Disons plutôt qu'il s'agissait d'une parade du Moulin Rouge de Paris car les vingt deux filles ont paradé dans une tenue dorée en deux pièces et coiffées d'un grand chapeau vert orné de plumes d'oiseau, tenue qui a également dévoilé leur superbe et préparé le cinquième passage dans une robe de soirée rouge satin qui a mis tout le monde d'accord sur le bon goût des organisateurs.

Il faut rappeler qu'après ce prélude le jury a procédé à la désignation des huit finalistes qui ont alors défilé à nouveau deux fois, en maillot de bain et en tenue de ville, tout en transmettant chacune un message à l'endroit des femmes pour la plupart, mais aussi de soutien à l'endroit de la Fondation Calissa IKAMA qui lutte contre le cancer.

Il est tout aussi agréable d'évoquer la production musicale de la soirée, car si la tradition était au rendez-vous avec les groupes Mantsiémé, Bana Moye et Olé, une autre génération représentée par les artistes Roga-Roga, Oxygène et un groupe d'acrobates nommé les fantastiques ont valablement agrémenté la soirée.

Au finish, et après deux longues délibérations, ce sont les districts d'Allembe, Abala et Lekana qui ont raflé la mise respectivement avec Owassa Magina Victoire Miss Indépendance 2013, Ninelle Sorelle Ngatsono-langui première dauphine et Kyria Ntsiba deuxième dauphine. La moisson a été également bonne pour ces dernières car elles ont eu de nombreux lots, dont une voiture et une formation d'une année dans un établissement de son choix pour la Miss, des voyages et de nombreux autres dons pour ses dauphines.

Placée sous le thème de la lutte contre le cancer, gageons que le message de la 7^e édition est bien passé et attendons-nous encore à mieux l'an prochain à Sibiti.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les Léopards détrônent les Diables noirs

Les Fauves du Niari ont ajouté un nouveau titre à leur palmarès en remportant la Coupe nationale devant le chef de l'État. L'Athlétic club Léopards de Dolisie s'est imposé dans le nouveau stade de Djambala, 1-0, devant la formation des Diables noirs reconquérant ainsi le titre perdu en 2012 à Kinkala.



Le chef de l'État pose avec le capitaine de l'AC Léopard après la remise du trophée

Les Fauves du Niari ont atteint leur premier objectif de la saison. Les dirigeants de l'AC Léopards, dont le club est engagé dans trois tableaux, ne cachaient pas à la presse l'ambition de voir le club réaliser cette saison son tout premier doublé de son histoire, c'est-à-dire gagner à la fois la coupe du Congo et le Championnat national puis bousculer la hiérarchie en Ligue africaine des champions.

L'actuel premier du Championnat national est en bonne voie pour toucher à son but. La finale gagnée le 14 août 1-0 face aux Diablotins a visiblement stimulé la détermination des joueurs face aux défis qui se présentent à eux. L'AC Léopards de Dolisie s'en est bien sorti grâce au but inscrit à la 56^e minute par Junior Makiessé. Le centre d'Ulrich Nzamba aidé par la mauvaise lecture du gardien des Diables noirs, James Ekoko, lui a permis de pousser de la tête le ballon au fond des filets. Les Diablotins, qui ont tout donné pour revenir à la marque, n'ont connu aucun succès car la victoire avait déjà choisi son camp. Les Diablotins auraient pu même ouvrir le score à la 20^e minute. Mais le retour acrobatique de Chabot Odile Ompion a échoué sur la barre trans-

versale. « C'est un derby. Lorsque deux équipes s'affrontent et quand vous sortez victorieux, vous ne pouvez qu'être contents. Cette équipe des Diables noirs ne s'est pas présentée en candidat résigné, notre volonté de reconquérir le titre a fait la différence », a ajouté Cyril Ndonga.

Comme en 2011 et 2012, la finale de 2013 opposant les deux équipes les plus régulières du Congo s'est soldée sur ce score d'un but à zéro. Les Fauves du Niari se placent devant au nombre de victoires (deux contre une). À Brazzaville, les Léopards s'étaient imposés 1-0 avant que les Diables ne prennent leur revanche une année après sur le même score à Kinkala.

Un premier doublé pour l'AC Léopards

Vainqueurs à Kinkala, l'AC Léopards version féminine a conservé son bien lors de la finale de la Coupe du Congo. Cette équipe a eu raison du football club féminin La Source sur ce score identique d'un but à zéro. C'est Nuptia Nkoula qui a scellé le sort de la rencontre à la 15^e minute. Les dames de l'AC Léopards auraient pu faire mieux si elles avaient été adroites devant les buts. Car en seconde période, Misérine Ilahou Foutou a vu la barre

transversale repousser son tir qui prenait la direction des buts. Le FCF La Source n'a pas su profiter du manque de percussion de l'adversaire pour revenir à la marque.

La Ligue du Niari quitte Djambala les poches pleines

La fête se déroulant dans les plateaux a consacré le département du Niari vainqueur de la Coupe inter-départementale. Les jeunes ayant composé cette équipe ont remporté la première édition après leur victoire aux tirs au but face à ceux de la Cuvette-Ouest, 4-3, après un score de parité de 0-0 au temps réglementaire. Dominant les débats, le département du Niari a retardé l'échéance à cause de l'inefficacité de ses attaquants. Nzaba Bakala aurait en effet réalisé un triplet s'il avait été adroit devant les buts. Cette victoire couplée à celle de l'AC Léopards dans les deux versions, même si les dames évoluent le plus souvent à Pointe-Noire, permet à la Ligue du Niari, que dirige Brice Aymar Kihouoko Mabahou, de remporter tous les trophées mis en jeu dans le cadre du cinquante-troisième anniversaire de l'indépendance du Congo.

James-Golden Éloué

L'actualité du football africain

Fortunes diverses pour les sélections africaines qui disputaient, les 14 et 15 août, des rencontres de préparation. Si les Diables rouges ont coulé à Rades, face à la Tunisie, leur principal rival, le Burkina, s'est mis en confiance en l'emportant face au Maroc (2-1). Victoire pour le champion d'Afrique en titre, le Nigeria, mais défaite des Éléphants de Côte d'Ivoire. La Zambie et le Sénégal se neutralisent 1-1 en région parisienne (photos).

Voici les résultats et les buteurs de toutes ces rencontres : Tunisie-Congo : 3-0 (2-0) à Rades Buts : Wahbi Khazri (7e), Issam Jemaa (13^e et 83^e) pour la Tunisie Maroc-Burkina Faso : 1-2 (0-1) à Tanger Buts : Abdelaziz Barrada (64^e) pour

le Maroc, Bertrand Traoré (9^e) et Abdoul Razak Traoré (51^e) pour le Burkina Gabon-Cap-Vert : 1-1 (1-0) à Lisbonne Buts : Bruno Ecuele Manga (53^e) pour le Gabon, Heldon (24^e) pour le Cap-Vert Afrique du Sud-Nigeria : 0-2 (0-0) à Durban Buts : Uche Nwofor (49^e et 68^e) Égypte-Ouganda : 3-0 (1-0) Buts : Ahmed Hassan « Koka » (22^e), Mohamed Salah (57^e) et Ibrahim Salah (83^e) pour l'Égypte Algérie-Guinée : 2-2 (2-0) à Blida Buts : Adlene Guedioura (11e) et Abdelmoumene Djabou (24^e) pour l'Algérie, Salim Cissé (56^e et 60^e) Zambie-Sénégal : 1-1 (1-1) à Saint-Leu-la-Forêt

Buts : Jacob Mulenga (2^e) pour la Zambie, Damé N'Doye (8^e) pour le Sénégal Libye-Centrafrrique : 0-0 à Tripoli Turquie-Ghana : 2-2 (2-0) à Istanbul Buts : Ylmaz (7^e) et Umut Bulut (28^e) pour la Turquie, Asamoah Gyan (61^e et 75^e) pour le Ghana Rwanda-Malawi : 0-1 (0-1) à Kigali But : Atusaye Nyondo (30^e, sur penalty) Jeudi 15 août Mexique-Côte d'Ivoire : 4-1 (3-0) à New York Buts : Arthur Boka (11e contre son camp), Peralta (28^e et 45^e+1) et Reyna (90^e) pour le Mexique, Didier Drogba (62^e sur penalty) pour la Côte d'Ivoire

Camille Delourme

JEUX ONSSU

Pointe-Noire entend conserver définitivement la supercoupe

Deux fois de suite détenteur de la supercoupe des jeux de l'Onssu de Brazzaville en 2010 et 2012, le département de Pointe-Noire repart cette année à Owando avec le même objectif, a indiqué le secrétaire des jeux du département de Pointe-Noire, Bonard Mouko, au cours d'un entretien avec la presse locale.

Les jeux de l'Office national des sports scolaires et universitaires (Onssu) auront lieu cette année à Owando, dans le département de la Cuvette, du 24 au 31 août. Toutes les délégations départementales y sont attendues le 23 août pour prendre part à la réunion technique qui se tiendra à cette date.

Les délégations de Pointe-Noire et du Kouilou, composées respectivement de 134 et 119 membres, quitteront la ville océane le 22 août par train via Brazzaville, où des véhicules les embarqueront directement sur Owando.

Rassuré par les performances réalisés par les athlètes de son département lors des deux dernières éditions à Brazzaville, Bonard Mouko est optimiste pour un troisième sacre : « *Je suis convaincu que nous repartons à ces jeux pour remporter un troisième titre afin de conserver définitivement la coupe. Comme le dit le règlement, après une troisième victoire consécutive vous conservez définitivement le trophée...* »

La délégation de Pointe-Noire sera conduite par le directeur départemental des Sports et de l'Éducation physique, Joseph Ndinga-Biangou, tandis que celle du Kouilou sera conduite par son homologue, Adolph Milandou.

Les athlètes des deux départements participeront à six épreuves : football, handball, volley-ball, basket-ball, gymnastique et athlétisme dans les catégories juniors, cadets et minimes, messieurs et dames.

Charlem-Léa Legnoki

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

L'AC Léopards fait un faux pas à Dolisie

Les Fauves du Niari ont raté le coche à domicile en s'inclinant, 0-1, le 17 août devant le National Al Ahly d'Égypte. Le match comptait pour la troisième journée de la compétition.

Les Léopards avaient besoin d'une victoire pour faire un pas important vers les demi-finales. Ils ont malheureusement échoué, laissant les Égyptiens repartir avec trois précieux points. Leur victoire relance ainsi le suspense dans le groupe A toujours dominé par l'Orlando-Pirates. Les Sud africains qui se sont imposés devant le Zamalek d'Égypte sur un score de 4-1, conservent désormais seuls la tête du groupe avec sept points à trois longueurs d'avance que l'AC Léopards et Al Ahly qui est revenu à la hauteur des Fauves avec quatre points. Le goal différence relègue les Égyptiens à la troisième place.

Les Fauves du Niari seront en mission suicide le 1^{er} septembre lorsqu'ils affronteront les mêmes adversaires lors de la quatrième journée. Ils doivent coûte que coûte l'emporter pour conquérir les points perdus à domicile afin de garder intactes leur chances de qualification. La première manche, rappelons-le, a laissé un goût amer à l'AC Léopards de Dolisie. Il a pourtant dominé les débats mais s'est incliné à la 47^e minute suite au but inscrit par Waleed Soliman Sead Ebid. Une balle perdue au rond central et tout s'est alors enchaîné très vite. Mohamed Aboutrika sert le buteur qui profite d'une erreur défensive pour battre Lawrence Ngome, le gardien de l'AC Léopards, donnant alors une véritable leçon de réalisme aux attaquants des Fauves du Niari. L'absence d'un attaquant de pointe

de métier, notamment son providentiel buteur blessé contre le Zamalek, a visiblement coûté cher au club dolisien.

AC Léopards trahi par l'absence d'un avant centre de métier

Sur le terrain les Fauves ont tout donné pour sortir de ce match avec un résultat honorable. Malheureusement, ils étaient dans « un jour sans ». À la 18^e minute, Césair Gandzé déclenche une frappe lourde qui oblige

le gardien Sherif Ekramy Ahmed à se détendre pour écarter le danger des mains fermes. 23^e minute, Junior Makiessé échappe à la défense égyptienne puis adresse un centre à Rochel Kivouri. Ce dernier ne parvient pas à le reprendre. Junior Makiessé et Ntela Kalema montrent plus d'envie pour faire basculer le match. Junior Makiessé continue à faire le show par ses multiples débordements. Il adresse un autre



Un duel entre un fauve du Niari et un joueur d'Al Ahly

dessus de la barre transversale alors que le gardien était battu.

Notons que c'est la deuxième fois que l'AC Léopards s'incline en compétition africaine sur ses propres installations. La première fois c'était face au Club sportif Sfaxien. Les fauves du Niari s'étaient inclinés 1-2 avant d'aller arracher la qualification à Sfax. Et si l'histoire se répétait le 1^{er} septembre face à Al Ahly ?

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Grandes puissances : le devoir de sagesse

Les événements tragiques qui se déroulent dans la partie nord de l'Afrique, tout particulièrement en Égypte, étaient prévisibles depuis longtemps. Ils sont le résultat logique et inévitable d'un enchaînement de faits dont l'Histoire nous a appris qu'il débouche toujours sur un bain de sang : pour la raison aussi simple qu'évidente qu'aucune Nation ne peut passer brutalement d'un régime autocratique, où le pouvoir est concentré entre les mains d'un petit nombre d'individus, à un régime démocratique où le même pouvoir se trouve dilué entre de nombreuses mains. Tôt ou tard les factions les plus extrémistes confisqueront la révolution en s'imposant par la force aux mouvements modérés qui lancèrent le processus dit « de démocratisation ou de « libéralisation ».

Que ceux qui en doutent se réfèrent à la Révolution française qui détruisit la royauté, instaura le « *gouvernement du peuple par le peuple* », puis engendra la Terreur jusqu'à ce que la France confie sa destinée à un autocrate, Napoléon I^{er}, qui lui-même mit l'Europe à feu et

à sang. Qu'ils se souviennent aussi de ce qui se passa en Russie lorsque la révolte populaire provoquée par les terribles blessures de la Première guerre mondiale déboucha sur le bolchevisme, l'assassinat du Tsar et de sa famille, puis, tout naturellement si l'on peut dire, sur la déportation de millions d'innocents en Sibérie, la destruction de la société traditionnelle et pour finir la dictature impitoyable de Staline. Et si cela ne leur suffit pas qu'ils relisent donc les chapitres tragiques de la Révolution chinoise avec les dérives sanglantes du grand « bond en avant », la plongée du peuple dans la misère, ou l'immersion de l'intelligentsia dans le gouffre de la « révolution culturelle » imaginée et voulue par Mao Tse Toung.

Qu'on le veuille ou non, que cela nous plaise ou pas, toute remise en cause brutale d'un système politique et social débouche sur une suite d'événements tragiques dont le peuple est, au final, la première victime. C'est très précisément ce qui vient de se passer sous nos yeux en Libye et qui recommence ces jours-ci en Égypte avec l'affrontement –

prévisible de longue date – entre l'armée et les Frères musulmans. Perçue comme un acte libérateur, l'éviction d'Hosni Moubarak a plongé en réalité dans le chaos un pays qui semblait jusqu'alors promis à un brillant avenir et qui mettra longtemps à se remettre des terribles blessures qu'il s'inflige à lui-même. Plus grave encore sans doute, elle a ouvert la boîte de Pandore dont sortiront à brève échéance des troubles qui eux-mêmes conduiront les monarchies du Golfe Persique, sans doute même l'Arabie Saoudite, à s'effondrer les unes après les autres comme des châteaux de cartes.

Compte-tenu de ce qui précède, il est un devoir que les grandes puissances, tout particulièrement l'Europe et les États-Unis, devraient s'imposer dans le moment présent : ne pas interférer dans le cours des événements qui se déroulent en Égypte et ailleurs. Lorsque Barack Obama fustige les chefs de l'armée égyptienne, il commet, en effet, la même erreur que l'ancien président français Nicolas Sarkozy, lorsque celui-ci engagea les forces françaises au côté

des rebelles qui défiaient Mouammar Kadhafi et réussit à convaincre ses partenaires occidentaux d'en faire autant. Il ne fait en réalité qu'attiser le feu en renforçant les positions de ceux qui veulent à leur tour confisquer le pouvoir et instaurer un régime religieux aussi antidémocratique qu'intransigeant ; avec, au bout du compte, la déstabilisation de régions qui vivaient jusqu'alors dans la paix.

Même si cela ne lui plaît pas, le président des États-Unis serait sage de faire enfin sienne la position prise par la Chine qui consiste à ne pas se mêler des affaires internes des pays avec lesquels elle travaille. Dans le monde rééquilibré où nous entrons, aucun pays ne peut plus s'ériger en donneur de leçons et prétendre imposer au reste du monde un modèle de société qui n'a rien de juste, d'égalitaire, de vertueux. Celui ou ceux qui ne le comprendront pas assez vite peuvent s'attendre à de rudes déconvenues, voire même à de sérieux ennuis dans les mois et les années à venir.

Jean-Paul Pigasse